

ÉDITORIAL

Les défis du XXI^e siècle

Le premier jour de l'an 2000, c'est demain. Le vingt et unième siècle est à nos portes. Quand les 26 journaux du monde entier, partenaires du réseau World Media, ont décidé de concevoir un dossier sur les grandes tendances qui marquent le monde à l'orée de ce nouveau millénaire, ils ont constaté que des grands sujets comme le travail, le sacré, l'environnement et le développement continueront d'interroger les peuples de la Terre. À quoi ressemblera le travail ? Les spécialistes croient que le salariat disparaîtra graduellement et qu'il y aura moins d'emplois mais qu'ils seront de meilleure qualité. Comment répartira-t-on le travail qui restera ?

Le siècle prochain dont celui de l'environnement, les plus optimistes parlent d'un l'écoréalisme qui pourrait peut-être permettre que s'installe une meilleure compréhension des solutions requises sur tous les continents du globe. Et en particulier dans les pays du tiers-monde.

Ce dossier n'aurait sans doute pas été complet sans un regard sur les idéologies qui ont marqué les cent dernières années. À cet égard, ce dossier *La Presse* - World Media présente en pages B-4 et B-5 un survol historique intéressant des idéologies et des hommes qui les ont véhiculées durant ce siècle.

Les défis du XXI^e siècle est un premier complément à l'analyse que *La Presse* offre régulièrement à ses lecteurs et lectrices à l'aube du siècle nouveau. Bonne lecture !

Dans ce dossier qui cerne un certain nombre de défis du

Plus d'emplois de meilleure qualité

JAMES CHAMPY

PDG de CSC Index, un cabinet de conseil en management basé à Cambridge, dans le Massachusetts, James Champy a inventé le «reengineering», concept de management révolutionnaire. Ses deux ouvrages, *Reengineering Management: The Mandate for New Leadership* et *Reengineering the Corporation: A Manifesto for Business Revolution*, ont été des bestsellers mondiaux.

Un jour, interrogé sur la diminution inquiétante du nombre de membres affiliés au jeune parti communiste, Vladimir Ilitch Lénine aurait haussé les épaules et répondu : « Les meilleurs restent. »

On peut dire la même chose des emplois aujourd'hui.

De l'atelier au guichet, la nature fondamentale du travail est en train de changer de manière spectaculaire et irréversible. Des millions d'individus doivent abandonner des carrières sans surprise et entreprendre leur reconversion.

La reprise économique n'a pas fait revenir les emplois d'autrefois et le nombre de travailleurs continue à diminuer. Peter Drucker, professeur de management à Harvard, a été le premier à décrire ce phénomène. Il a notamment prédit, dès 1988, la disparition de l'encadrement intermédiaire dans les entreprises s'appuyant de plus en plus sur les systèmes d'information. En facilitant l'accès à l'information, elles éliminent les fonctions de collecte et de contrôle des données.

La mondialisation de la concurrence accélère encore cette diminution des emplois. Des centaines de milliers de postes ouverts aux cadres moyens et supérieurs disparaissent. Les unes après les autres, les entreprises réduisent leurs niveaux hiérarchiques et diminuent leurs effectifs, avant même d'avoir mis en place une nouvelle structure ou un meilleur système d'information. Comme me l'a récemment fait remarquer un dirigeant d'entreprise, cyniquement : « Nous sommes totalement incapables de changer la conception de notre travail ou notre organisation, alors nous réduisons le personnel et laissons le soin à ceux qui restent de trouver le moyen d'accomplir les tâches à effectuer. »

Reconfigurer le travail

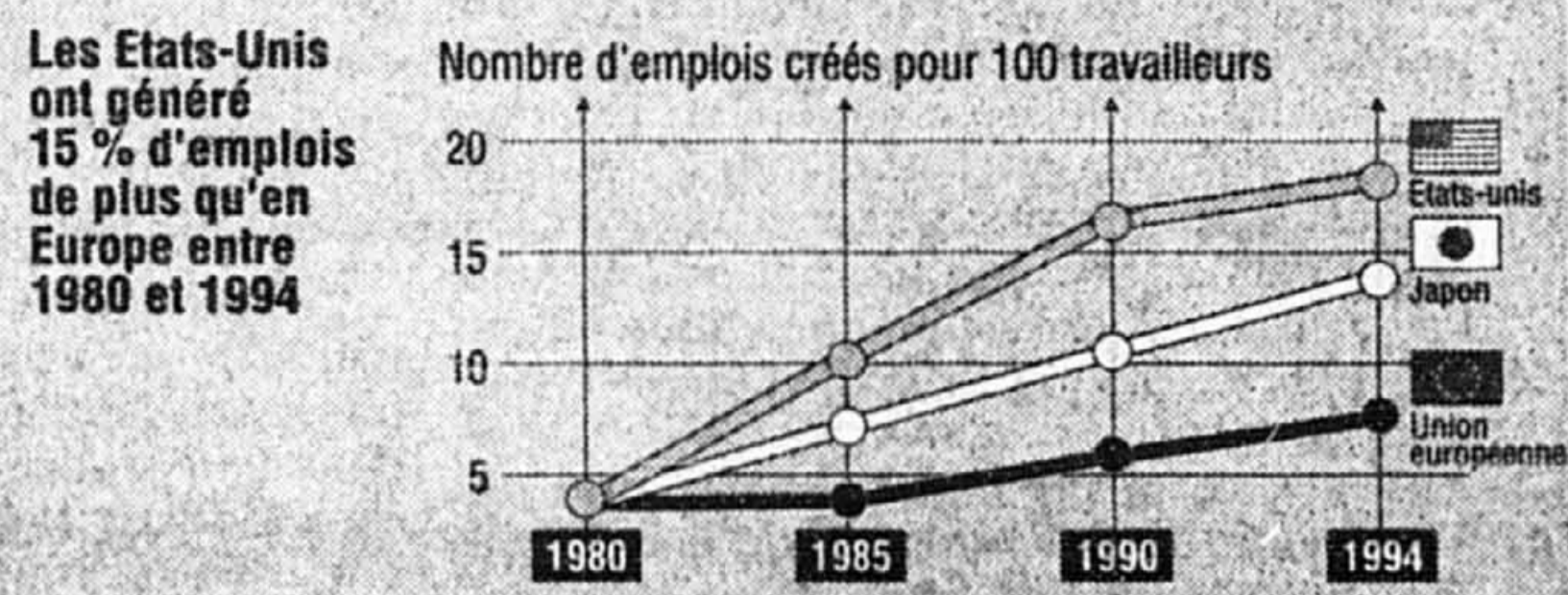
Un autre changement difficile à comprendre et plus fondamental encore s'est fait jour : le « reengineering », ainsi que l'a appelé CSC Index, premier cabinet d'études à l'avoir observé. Il s'agit de réviser en profondeur la manière dont les entreprises réalisent des percées financières et opérationnelles.

Les grands groupes ont longtemps été organisés selon le modèle de l'armée prussienne du 19^e siècle. Ils obéissaient aux principes rigides d'autorité et de responsabilité, sans parler du rang hiérarchique, des privilèges et du prestige. Pendant des décennies, l'armée prussienne a remporté différentes guerres et les grandes entreprises ont quant à elles accompli des per-

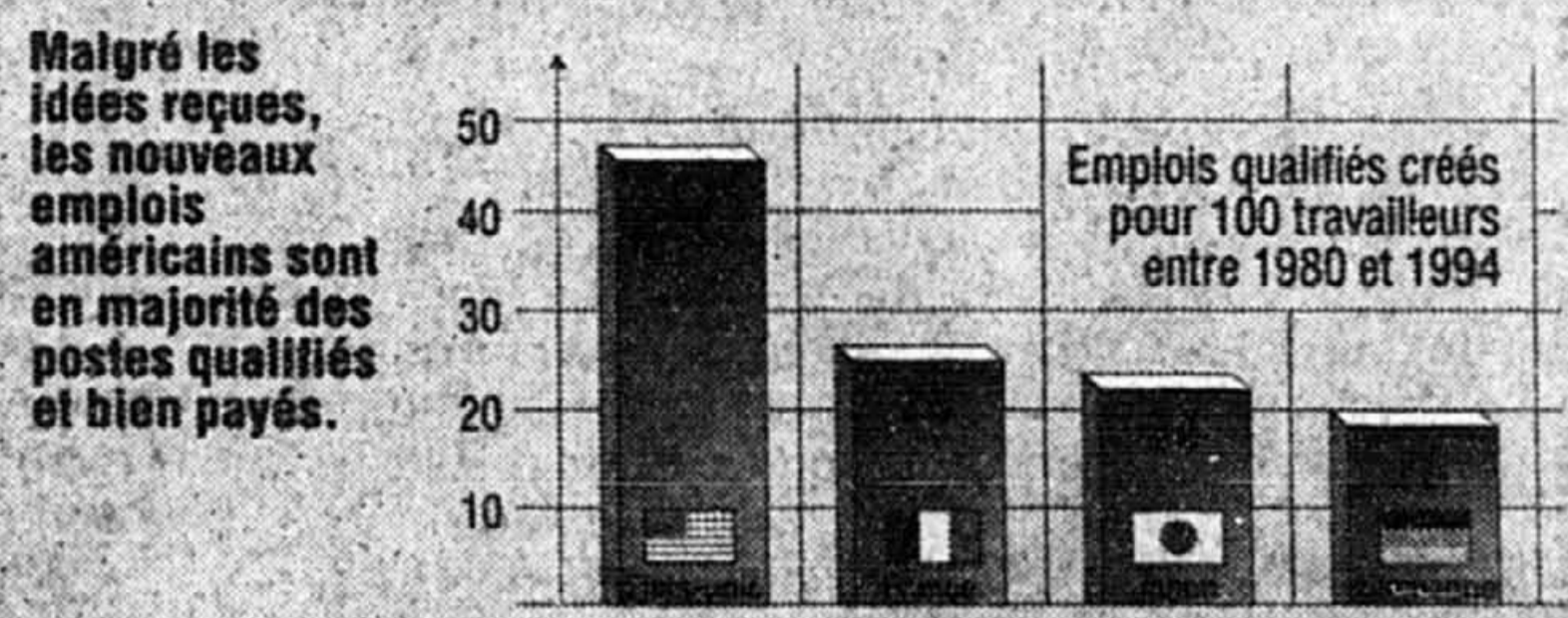
Emploi : le miracle américain



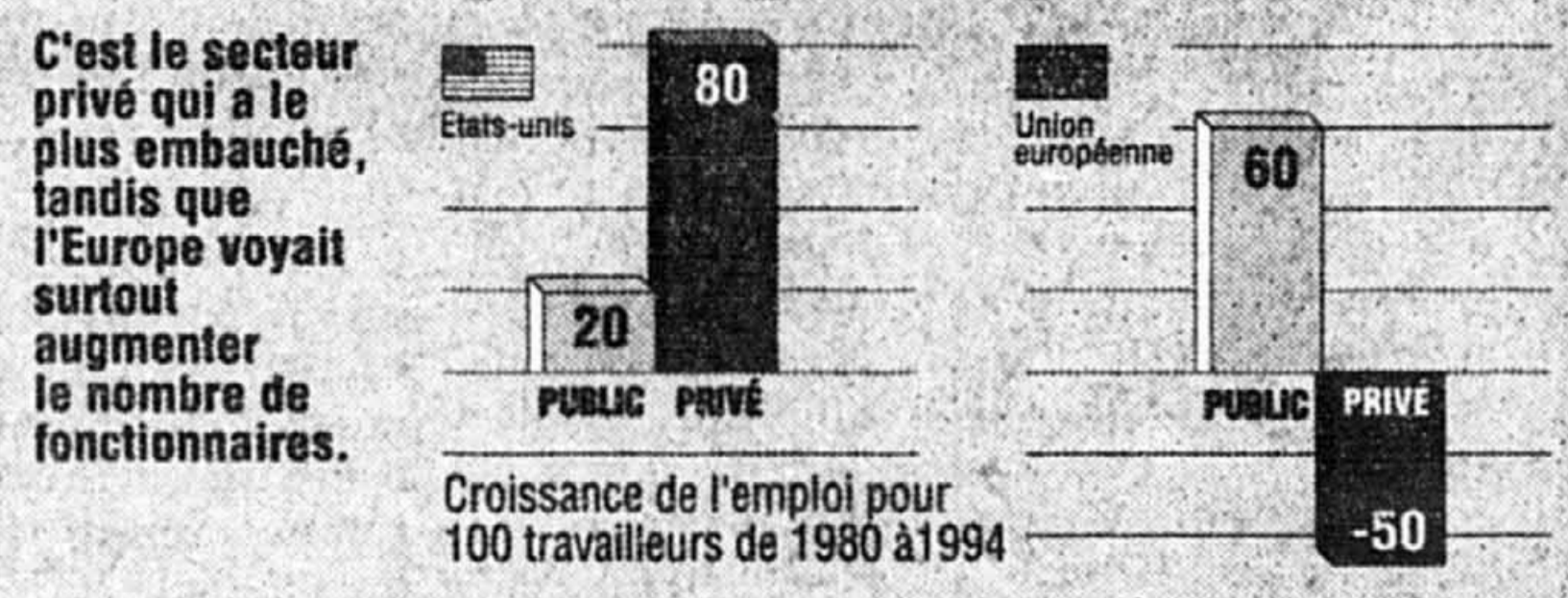
Les États-Unis créent des emplois



Prime aux emplois qualifiés



Un secteur privé dynamique



Les bas salaires sacrifiés



formances étonnantes en matière de production de masse.

Mais, pour pousser l'analogie plus loin encore, l'armée elle-même cherche aujourd'hui à développer des systèmes accordant davantage de marge de manoeuvre aux soldats placés sur le terrain ou sur les lignes de front. Le « reengineering » a justement pour objectif d'accélérer le processus de création des produits, de développer de meilleures relations avec les clients et de proposer des services bien réglés. On insiste aujourd'hui non sur le principe d'autorité, mais sur celui de « position dominante » et sur la délégation plutôt que le contrôle des tâches.

Une reconfiguration radicale du travail qui renverse le modèle en vigueur depuis la Révolution industrielle. À l'époque, il s'agissait de diviser les tâches et de les affecter soit à des spécialistes soit à une main-d'oeuvre sans qualification. Cette organisation exigeait une structure d'encadrement complexe destinée à faire coïncider les tâches — pour autant qu'on y parvienne — et à aboutir à une unité de travail apportant une valeur ajoutée. Cette approche fragmentée empêchait l'émergence de ces qualités qui sont justement indispensables aujourd'hui pour s'adapter à des marchés en constante évolution : flexibilité, capacité d'innovation et réactivité aux besoins des clients.

Un « reengineering » radical s'attache à supprimer les frontières entre les dirigeants, l'encadrement et les employés. Ces derniers doivent de plus en plus se prendre en charge. Je me suis récemment rendu dans une entreprise qui a réorganisé son fonctionnement autour d'équipes autonomes; les dirigeants y arpentent les couloirs en

se demandant à quoi il servaient exactement.

« Votre travail n'a plus rien à voir avec ce que vous faisiez jusqu'à présent » se voyaient-ils répondre. Inutile désormais de surveiller les salariés de près, de passer du temps sur ce qui est inutile à l'activité de l'entreprise, ou à défendre son pré-carré.

Attention toutefois : il ne s'agit pas ici de la délégation de pouvoir telle qu'on l'entend habituellement. Les cadres supérieurs d'une entreprise en « reengineering » ne peuvent en effet abandonner leurs responsabilités en espérant que chaque salarié comprendra son travail et sera à la hauteur de la situation. Le travail peut être autogéré, mais il doit rester géré.

Reste donc aux dirigeants à réguler la transition en revue les différentes tâches effectuées, évaluer les performances des processus et de ceux qui sont chargés de les mettre à exécution. Et à viser l'amélioration des performances des salariés.

Un personnel moins nombreux

Face à la disparition des fonctions strictement définies et à l'allègement du principe hiérarchique, c'est toute la conception de l'évolution de carrière et du système de rémunération qui est bouleversée. Ainsi les salariés occuperont-ils le même poste pendant une période plus longue; leur progression devra être évaluée par rapport aux compétences et aux connaissances qu'ils auront acquises. Ils seront rémunérés selon leurs contributions à l'activité de l'entreprise et non en fonction de leur position dans l'organigramme. Désormais c'est l'évolution latérale — accompagnée d'un nombre de tâches à ef-

fectuer plus important — qui fait office de promotion.

Ce nouveau contexte semble porteur de perspectives de valorisation personnelle et de plans de carrière plus satisfaisants que le système actuel pyramidal « à la prussienne ». Conséquence négative évidente : la plupart des grandes entreprises auront besoin d'un personnel moins nombreux, plus qualifié, et qui devra accomplir des tâches plus complexes.

À court terme, cela signifie que l'activité économique poursuivra sa progression plus lentement que prévu, au moins en matière d'emploi. À long terme, il faudra revoir entièrement les systèmes d'éducation et de formation professionnels.

Mais qui payera ? Le financement de cette transition sera en grande partie supporté par l'État, ce qui suppose une collaboration d'un type nouveau entre le monde de l'entreprise et le gouvernement dans l'intérêt général, comme ce fut le cas lors du redéploiement massif des salariés durant la Seconde Guerre mondiale.

Les entreprises doivent définir de façon réaliste les compétences dont elles ont besoin, afin que les futurs actifs soient entraînés à mener non pas une ou deux, mais plusieurs tâches de front, en plus d'être suffisamment flexibles pour pouvoir travailler dans des équipes pluridisciplinaires. Il ne s'agit pas de former, un quota de soudeurs ou de programmeurs informatiques, mais de créer des généralistes plus performants.

Les compétences requises sont l'autodiscipline, la capacité à collaborer, à gérer les relations entre les personnes, à écouter et à communiquer, ainsi qu'une aptitude à com-

prendre des processus et des technologies spécialisées. Il faut des personnes équilibrées possédant un bagage culturel étendu et la personnalité pour assumer des responsabilités.

Un meilleur planning

Ces besoins en matière de qualification exigent une politique industrielle interventionniste et ouverte, le tout guidé par un planning qui dépasse les échéances politiques et les plans de rentabilité des entreprises. Les décisions financières à court terme qui consistent à rogner sur les dépenses de formation ou à arrêter les investissements technologiques ralentiront la progression de cette évolution du travail. Le nouveau tableau de bord d'un dirigeant d'entreprise devra comporter les indicateurs suivants : le pourcentage des clients que l'entreprise est capable de garder, la vitesse à laquelle elle exécute les commandes, le nombre de clients potentiels qu'elle parvient à retenir.

À terme, cette modification de l'emploi industriel aura de nombreux effets bénéfiques : diminution des coûts, rotation plus faible du personnel, augmentation de la productivité et plus grande réactivité aux besoins des clients, sans compter la satisfaction du salarié.

Un tel résultat vaut certainement tous les efforts, aussi durs soient-ils. Sur le plan économique, les bases de l'économie nationale en seront renforcées. Et sur le plan humain, la présence d'une population active de meilleure qualité, plus compétente et plus nombreuse, entraînera une revalorisation de chaque individu et un plus grand attrait du lieu de travail. En d'autres termes, nous aurons plus et mieux.

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT
MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
ALAIN DUBUC
EDITORIALISTE EN CHEF

Un leader inefficace

L'incertitude interminable qui règne au sujet du retrait israélien d'Hébron et du redéploiement des troupes israéliennes dans les territoires occupés montre que le premier ministre Benjamin Netanyahu n'est pas l'homme de la situation. L'intelligence et l'instinct politique très sûrs de M. Netanyahu lui ont permis de gagner les élections, l'année dernière. Mais au moment d'un processus de paix extrêmement complexe avec les Palestiniens, Israël a surtout besoin d'un leader. Celui-ci doit imposer la confiance et le respect aux Israéliens et aux Palestiniens. Or, depuis un an, il entretient l'incertitude au sujet des territoires occupés et des colonies juives qui y ont été installées.



Frédéric Wagnière

Cette incertitude est de bonne guerre lorsqu'il s'agit de négocier avec le président Yasser Arafat. M. Netanyahu doit manoeuvrer pour obtenir les garanties les plus solides pour la sécurité d'Israël. C'est sans aucun doute le mandat le plus impératif qu'il a reçu des électeurs israéliens. Mais, passé un certain stade, cette tactique risque de mettre en danger la paix fragile qui a été négociée jusqu'à présent.

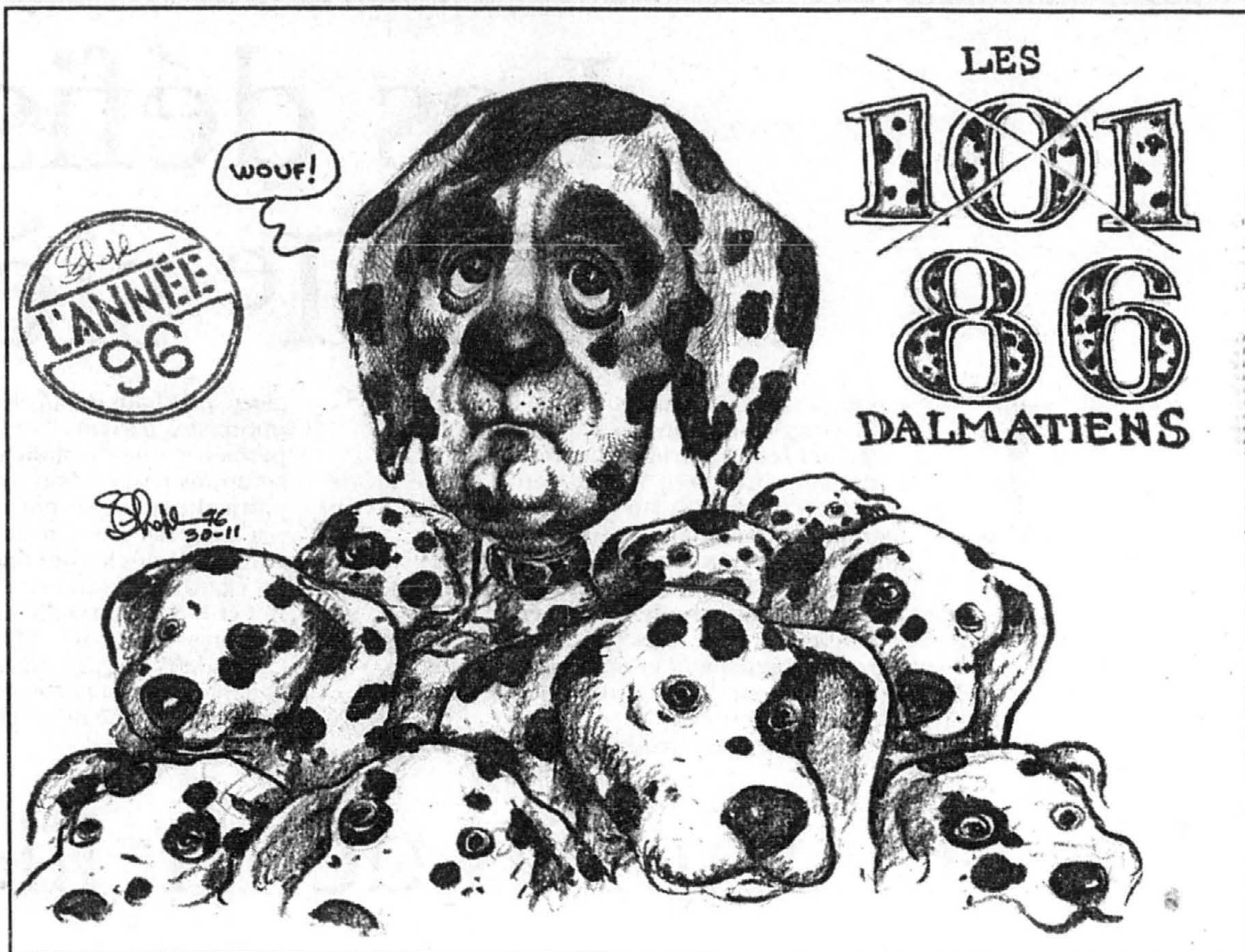
En l'occurrence, il a donné de faux espoirs à un soldat israélien déboussolé qui pensait pouvoir arrêter le processus de paix en ouvrant le feu sur des Palestiniens faisant leur marché à Hébron. Il est fort possible que Noam Friedman n'aurait pas eu l'idée de son geste démentiel si le caractère obligatoire des accords d'Oslo avait été reconnu plus catégoriquement. Lors de la campagne électorale, M. Netanyahu l'avait fait, car autrement il aurait perdu les élections. Mais l'extrême droite a toujours cru qu'il modifierait ces accords avant de s'y plier. C'est ce genre d'ambiguïté qui nuit au leadership du premier ministre et qui a donné des idées tordues à ce malheureux soldat.

On fait grand cas de l'opposition à un accord sur Hébron au sein du cabinet de M. Netanyahu. Cette division est très fâcheuse, car il n'est jamais facile de créer une équipe gouvernementale ou de la remanier en tenant compte de toutes les tendances susceptibles de former une majorité au Parlement. Mais ces considérations sont manifestement de second ordre lorsqu'il s'agit d'une décision dont dépend l'avenir de l'État d'Israël.

Au moment d'un processus de paix extrêmement complexe, Israël a surtout besoin d'un leader.

Or, si son cabinet désavoue un accord sur Hébron qui respecte l'entente d'Oslo, M. Netanyahu a toujours la possibilité de remanier son cabinet et de faire approuver l'accord par le Parlement, où une grande partie des voix de l'opposition lui sont déjà acquises. En désespoir de cause, il peut toujours former une grande coalition avec les travaillistes pour éliminer toute ambiguïté concernant ce processus de paix que souhaitent les Israéliens. En effet, les sondages d'opinion montrent une solide majorité en faveur du respect des accords d'Oslo. Même son prédécesseur à la tête du Likud, Yitzhak Shamir, a dit qu'il se serait senti tenu par les accords d'Oslo, s'il avait été premier ministre.

Le danger qui guette Israël et les Palestiniens n'est pas tellement la reprise des hostilités et du terrorisme, que la conclusion d'une fausse paix entre les deux camps. C'était possible pour Israël et l'Égypte de faire la paix pour ensuite s'ignorer. Israéliens et Palestiniens ne le peuvent pas parce que leurs vies sont trop enchevêtrées pour qu'un isolement soit possible. Or, si les péripéties actuelles du processus de paix se prolongent trop, il ne restera peut-être plus assez de bonne volonté pour relancer l'économie commune de la région.



DRÔTES RÉSERVÉS

Médecine: mariages forcés

Dans un avis dont *La Presse* faisait état il y a une semaine, le Conseil médical du Québec recommande de modifier en profondeur le système de rémunération des médecins. Cette réforme vise à neutraliser les effets pervers du traditionnel paiement à l'acte. L'intention est bonne. Mais le remède risque d'être plus nocif que le mal qu'il est censé éradiquer.



Agnès Gruda

cialiste au besoin.

Le médecin et son patient ne seraient pas mariés à vie. Mais l'État imposerait des limites aux changements de partenaire. Les fréquentations médicales des Québécois seraient encadrées et les patients trop volages devraient payer eux-mêmes le coût de leurs soins médicaux.

Il est important de souligner que ce projet ne tombe pas du ciel. Il y a longtemps que le Québec, comme les autres provinces, cherche une solution de rechange au paiement à l'acte. Ce mode de facturation, estime-t-on, incite à une multiplication de gestes médicaux et crée une médecine plus quantitative que qualitative.

Il y a un peu plus d'un an, les ministres provinciaux de la Santé se sont rencontrés pour évaluer d'autres méthodes de rémunération. Il y a eu des suites. En juillet, le gouvernement de l'Ontario a présenté un projet de loi im-

posant une amende aux personnes qui changent de médecin plus de trois fois par an. L'Alberta compte s'engager dans une voie semblable et troquer la rémunération à l'acte pour la rémunération « au patient ». La stabilité des relations médecin-patient est le corollaire de ce virage.

Toutes ces expériences visent à humaniser la pratique médicale en valorisant la relation médecin-patient, et en misant davantage sur la prévention. Mais elles entraînent dans leur sillage de nombreux dangers. Le premier est le plus évident : la « conscription » des patients pourrait, si elle est trop contraignante, entraîner une dégradation de la qualité des soins. C'est pourtant le contraire du but recherché.

L'autre risque, c'est celui d'une étouffante rigidité. Pourquoi consulte-t-on plusieurs généralistes ? Parfois, parce que le premier ne nous inspire pas confiance — et peut-être avec raison. Mais aussi parce que les médecins ne répondent pas tous aux mêmes besoins.

Un otite aiguë du dimanche matin nous conduira à la première polyclinique du coin. Mais si un problème semblable se déclare sur semaine, on sonnera à la porte du médecin du centre-ville, qui n'ouvre pas le week-end. Dans un autre cas, un test de MTS par exemple, on préférera se rendre dans un CLSC spécialisé dans ce type d'examen.

La perte de liberté qu'entraînerait le projet du Conseil médical se traduirait forcément par l'avènement d'une médecine à deux vitesses : celle des patients pauvres, embrigadés dans un système soviétisé, et celle des plus riches, qui peuvent payer de leur poche et choisir leur médecin à volonté.

Le magasinage est un luxe que notre système médical ne peut plus se payer ? Peut-être. Mais le problème n'a pas été posé en termes budgétaires, mais qualitatifs. Théoriquement, on ne cherche pas à économiser des frais, mais à améliorer les soins. Il est très difficile de croire que le carcan proposé permettrait d'atteindre ce but.

LA PRESSE ET VOUS

Que nous réserve 1997?

La vie est une perpétuelle inconnue. Que ferons-nous demain, si non dans une heure ? Malgré toutes nos projections et toutes nos prévisions, malgré la planification que nous établissons, il y a toujours une large part d'imprévu. Il en est de même pour les médias qui ont justement pour rôle de décrire la vie. Journaux, radio, télévision et autres moyens de communication ont pour mission principale de faire part aux gens de ce qui se dit et se fait dans la société.

La majeure partie des informations qui vous seront véhiculées, au cours de l'année qui vient de commencer, sont imprévisibles. Elles seront composées de faits inconnus, de déclarations inattendues, d'événements heureux ou malheureux que nous ignorons tous, à l'aube de 1997. Même les plus grands astrologues ne peuvent tout prévoir.

Cela dit, des événements, des dates, des échéanciers, des anniversaires majeurs sont déjà à l'agenda de l'année qui commence.

Au niveau international, l'événement le plus attendu et le plus déterminant sera l'intégration de Hong Kong à la Chine, le premier juillet prochain, avec ses multiples conséquences sur la transformation de la carte du monde et sur l'évolution des droits et libertés de la personne, ses effets à la fois poli-

tiques et économiques encore incalculables. *La Presse* soulignera cet événement de façon toute particulière.

Il y aura aussi des élections dans plusieurs pays, notamment en Grande-Bretagne où l'avenir des conservateurs de John Major est loin d'être assuré. *La Presse* y sera présente en raison des enjeux qui seront débattus et de l'intérêt historique que revêt pour le Canada un scrutin en Angleterre.

Chez nous, dès mardi prochain, le premier ministre du Canada et neuf premiers ministres provinciaux, dont M. Lucien Bouchard, s'envoleront vers la Corée, les Philippines et la Thaïlande pour une autre mission économique d'Équipe Canada. Une mission qui s'échelonne jusqu'au 20 janvier. Notre journaliste Valérie Beaugard, du secteur économique, sera du voyage afin de nous informer, jour après jour, des ententes et investissements conclus et aussi pour décrire le climat politique de ce premier voyage qui réunit MM. Chrétien et Bouchard.

À moins de circonstances vraiment exceptionnelles, les citoyens canadiens seront appelés aux urnes, probablement plus tôt que plus tard, au printemps de préférence à l'automne. Le premier ministre Jean Chrétien en a donné de nombreux signaux au cours des derniers mois de 1996.

Y aura-t-il également des élections québécoises afin de légitimer le mandat du premier ministre Lucien Bouchard ? Les rumeurs persistent.

Et des élections municipales à Montréal seront-elles requises advenant que l'équipe de Vision Montréal, du maire Pierre Bour-

que, soit accusée et reconnue coupable de fraude électorale, sous divers chefs ? La décision de poursuivre ou non doit être annoncée par le Directeur général des élections, à la mi-janvier.

Et les prochains budgets de mars ou avril, tant à Ottawa qu'à Québec, seront scrutés à la loupe en regard des objectifs d'élimination des déficits gouvernementaux et des réductions de la dette publique. La vie politique promet d'être intense.

Également, à la mi-janvier, le rapport de la Commission d'étude sur les inondations de l'été dernier au Saguenay doit être rendu public. Le président Roger Nicolet a déjà révélé certains indices selon lesquels le ministère de l'Environnement aurait pu limiter davantage cette tragédie. Ce rapport fera beaucoup jaser.

En février, le ministre des Affaires municipales, M. Rémy Trudel, fera connaître la position du gouvernement du Québec en regard de l'épineuse et délicate question des fusions de municipalités. Ça promet tout un débat dans les chaumières locales. Le Québec compte quelque 1 500 municipalités. C'est beaucoup trop. Mais comment réduire ? Lesquelles ?

Au chapitre des arts, de la culture et des divertissements, notre Céline internationale occupera encore l'avant-scène mondiale, aussi bien comme mégastar, avec tout ce que cela comporte, que comme future mère célèbre. Et la relance de Roch Voisine qui attaque plus que jamais le marché américain. Et les vedettes de la relève qui seront les grands noms de demain dont nous parle Sonia Sarfati dans le cahier Arts et Spectacles. Et tout

ce qui sera produit et présenté sur nos écrans de cinéma, sur nos scènes de théâtre et de spectacles comme à la télévision, au cours de 1997. Sans compter nos exceptionnels et divertissants festivals du film, du jazz, du rire, des Francfolies et nos Salons du livre de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Outaouais et d'ailleurs dans le monde.

Dans le merveilleux monde du sport, outre ce qu'il adviendra du Canadien et des prochaines séries éliminatoires de hockey, de l'avenir toujours incertain des Expos et des Alouettes à Montréal, il y aura notre Jacques Villeneuve national qui entreprendra sa deuxième saison de Grands Prix de Formule 1 sur la scène internationale.

Et le Tour de France, et les grands tournois de tennis et de golf, et la Coupe du monde de ski, et le football canadien et américain. Et nos athlètes qui se prépareront pour les Jeux olympiques de 1998, à Nagano, au Japon. Puis, Montréal qui accueillera, du 1^{er} au 10 août, les Jeux d'été du Québec : un événement qui rassemblera quelques milliers d'athlètes québécois dans la métropole.

Ça fait beaucoup de choses. Mais, dans les imprévus dont nous parlions en début de texte, il y a tout ce que *La Presse* vous offrira de nouveau, de différent, d'inusité au cours de 1997. Oui, pour les lectrices et les lecteurs de *La Presse*, ce sera une cuvée exceptionnelle en informations de toutes sortes. Je ne vous en dis pas plus...

À nouveau, une excellente nouvelle année !

Claude MASSON
Éditeur adjoint

Plus / Les défis du XXI^e siècleL'écoréalisme :
ni à gauche ni à droite

GREG EASTERBROOK

L'auteur est éditorialiste au magazine Newsweek. Il a publié l'ouvrage *Un instant sur la Terre*.

Il y a 25 ans, lors de la célébration du premier « Earth Day » (Journée de la Terre), presque tous les indicateurs mettaient en évidence une dégradation de la situation de l'environnement sans aucun signe d'amélioration en vue, bien au contraire. En Europe, peu de lois véritablement efficaces existaient. Aux États-Unis, ni le Clean Air Act (Loi pour la qualité de l'air), ni le Clean Water Act (la Loi sur la qualité de l'eau), ni la Loi pour la protection des espèces en danger n'avaient encore été votées et la puissante Agence pour la protection de l'environnement n'existait pas encore. La dégradation de l'environnement avait atteint un niveau tel que certains intellectuels en concluaient qu'il était criminel de donner naissance à des enfants dans le monde d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, la tendance est totalement inversée. Aux États-Unis, le niveau du smog (brouillard créé par la pollution urbaine) a décliné de 30 % depuis 1970 bien que le nombre de voitures ait pratiquement doublé durant la même période. La quantité de pluies acides a diminué de 45 %, bien que la combustion de charbon, première cause de cette acidité, ait doublé. En 1970, un tiers des lacs et rivières américains étaient répertoriés comme propres à la pêche ou la baignade. De nos jours, cette proportion a atteint les deux tiers. Et la situation continue à s'améliorer.

Aux États-Unis, les forêts gagnent du terrain. Leur superficie augmente bien plus rapidement que celle des terres cultivées. La quantité de produits chimiques toxiques déversés dans la nature a décliné de presque 50 % au cours des six dernières années ; la quantité de déchets enterrés dans des décharges publiques a aussi commencé à diminuer avec le développement de techniques de recyclage ; la consommation d'énergie pour les besoins quotidiens diminue bien que le confort augmente avec, en particulier, l'usage maintenant généralisé de l'air climatisé. Certains facteurs de pollution, tel le rejet des déchets des pétroliers dans les océans, ou les émissions de gaz CFC ont pratiquement disparu.

Évidemment, on ne peut pas conclure à la victoire totale des environnementalistes. Le smog a diminué d'un tiers, bonne nouvelle, mais cela signifie qu'il faut encore se débarrasser des deux autres tiers.

Le tiers-monde

Si la situation s'améliore dans de nombreux pays occidentaux, elle poursuit sa dégradation dans la plupart des pays en développement.

Là, les forêts continuent à disparaître, l'habitat pour la faune sauvage est substantiellement réduit et la santé des êtres humains est menacée par la situation critique de l'environnement. Selon l'Organisation mondiale de la santé, un milliard de personnes pauvres dans le monde ne disposent pas d'eau potable — l'eau du puits tirée par les mères de famille en Afrique pour leurs enfants est d'une qualité souvent inférieure à celle provenant des eaux usées des usines américaines.

Près de 1,3 milliard d'habitants sur terre respire un air qualifié par l'OMS de dangereux, qualificatif qui n'est plus appliqué à l'air occidental depuis le début des années 1960. L'air, dans les pays en voie de développement, est souvent « dangereux » car on utilise pour le chauffage et la cuisine des combustibles très salissants comme le bois ou les déchets agricoles ; cette qualité médiocre est aussi due à la quasi-absence de contrôle des émissions de gaz des véhicules automobiles, ces derniers utilisant en général des carburants contenant plomb et sulfures.

Pour que la situation s'améliore au niveau mondial, il faudrait d'abord que la progression démographique ralentisse. Mais cette stabilisation pourrait survenir plus tôt qu'on ne le pense. Le taux de fertilité des femmes décline dans la plupart des pays en développement. L'ONU estime que le sommet de la courbe démographique pourrait avoisiner huit milliards d'habitants contre 5,5 milliards aujourd'hui. Une fois cette explosion démographique passée, on pourra envisager une évolution positive de l'environnement au niveau du monde entier.

Après tout, les nations occidentales ont été les premières à s'attaquer à la protection systématique de l'environnement. Le succès des mesures prises nous donne de bonnes raisons d'espérer que des mesures semblables pourraient améliorer la situation des pays en voie de développement.

Un optimisme mesuré

Les hypothèses traditionnelles de la détérioration inévitable de l'environnement nous menant droit à la catastrophe — déclarations que je qualifie de « prévisions apocalyptiques instantanées » — sont de plus en plus rares. Un optimisme mesuré va bientôt remplacer le pessimisme chic. Je crois que les prévisions apocalyptiques instantanées de gauche, tout comme les



Aux États-Unis, le niveau du smog a décliné de 30 % depuis 1970 bien que le nombre de voitures ait pratiquement doublé durant la même période. La quantité de pluies acides a diminué de 45 %, bien que la combustion de charbon, première cause de cette acidité, ait doublé...

prises de position hostiles à l'écologie que l'on trouve à droite, vont disparaître ensemble pour être remplacées par une position philosophique moyenne à laquelle je donne le nom d'« écoréalisme ».

Pourtant, bizarrement, il n'est pas très bien vu aujourd'hui de dire que la situation de l'environnement va en s'améliorant. Depuis la publication mon livre *Un instant sur la Terre*, j'ai dû subir des attaques répétées venant de gauche comme de droite. Il est triste mais révélateur de l'atmosphère politique, de constater qu'en Amérique, toute annonce d'une nouvelle crise est reçue avec des soupirs d'approbation tandis que des manifestations d'optimisme soulèvent des réactions de colère.

L'écologiste français Brice Lalonde exprime remarquablement bien ce paradoxe. Il explique que lorsqu'il était ministre de l'Environnement, il annonçait « toujours les mauvaises nouvelles pour garder une bonne crédibilité ». « Je savais qu'il y avait aussi de bonnes

nouvelles mais je n'en parlais pas de peur d'être aussitôt critiqué », avoue-t-il. Aujourd'hui, la ligne politique la plus sûre pour un mouvement écologique consiste à se lamenter sur toutes sortes de désastres.

La bonne nouvelle

La gauche n'aime pas les bonnes nouvelles qui sapent le pessimisme ambiant et sous-entendent que nature et industrie ne sont pas foncièrement antagonistes. La droite ne les aime pas non plus parce qu'elles tendent à prouver que les lois sur la protection de la nature ont quelquefois un effet bénéfique. Bien sûr, il est arrivé que les lois antipollution se traduisent par des licenciements. Mais dans l'ensemble, elles ont stimulé les économies occidentales, empêchant l'industrie d'aller à l'autodestruction.

Témoin, l'industrie automobile à Detroit. Aujourd'hui, toute voiture produite en 1995 et vendue aux États-Unis, pays où les contrôles contre la pollution automobile sont

bien plus stricts que dans l'Union Européenne, relâche dans l'atmosphère 3 à 5 % de la pollution des modèles équivalents produits en 1970.

Si les voitures avaient continué à produire autant de pollution que dans les années 1970, l'air qui plane au-dessus des grandes villes américaines serait un véritable gaz toxique et le législateur n'aurait eu d'autre choix que d'interdire l'automobile dans les villes, provoquant l'effondrement de toute une industrie. Au lieu de cela, grâce aux lois mises progressivement en place, les voitures n'ont cessé de devenir plus sûres et plus propres et les industriels de Detroit continuent à faire d'énormes bénéfices.

La plupart des gens sentent d'instinct que ceux qui font des prédictions apocalyptiques, tout comme les opposants systématiques à l'écologie, ne nous mènent nulle part. Mais les vœux les plus radicaux gagnent l'attention des médias et dominent les débats publics parce que l'on n'a pas vraiment inventé un langage pour discuter des questions écologiques calmement et à l'abri des idéologies — pour se féliciter des progrès accomplis sans que se relâche notre détermination à continuer à progresser.

L'écoréalisme sera cette voie moyenne. La présence des hommes dans la biosphère ne sera pour lui, pas plus cet outrage dépeint par les prophètes de la fin du monde, que cette transition voulue par la nature elle-même selon les apôtres de l'industrialisation. L'écoréalisme permettra des débats sur la nécessaire conservation de la nature et le contrôle strict de l'activité industrielle qui prendront en compte les mécanismes du marché.

Les écologistes doivent comprendre qu'il ne suffit pas de chuchoter les bonnes nouvelles concernant l'environnement mais qu'il faut les clamer haut et fort. C'est en effet nécessaire pour se protéger des attaques futures contre les programmes de protection de la nature ; pour renforcer la confiance du public dans la protection de l'environnement et en faire une valeur centrale de la politique occidentale, ainsi qu'un investissement de la société.

Le meilleur argument pour faire accepter certaines mesures comme celles visant à l'augmentation de la superficie de l'habitat pour la faune, la mise au point de carburant limitant les émissions de carbone ou la lutte contre l'effet de serre, est de rappeler les succès remportés par l'application de mesures déjà votées. En un mot, les lois sur l'environnement ont porté leurs fruits. Aussi, n'hésitons pas à en voter de nouvelles.

Une anarchie latente

ROBERT D. KAPLAN

L'auteur est rédacteur en chef adjoint du magazine *The Atlantic Monthly*.L'article qui suit est tiré de son ouvrage : *The Ends of the Earth: A Journey at the Dawn of the 21st Century* (Random House).

Les yeux du ministre étaient jaunes, résultat d'une des multiples maladies, la malaria surtout, qui sévissent dans son pays. Une voix d'espoir était sur le point de s'éteindre. En toile de fond, on apercevait des flamboyants, des cocotiers et l'océan azur.

Pourtant, rien de tout cela ne semblait beau.

« En 45 ans, c'est la première fois que la situation m'apparaît aussi dramatique. Il est vrai que nous n'avons pas géré correctement notre pays après le départ des Anglais, mais ce que nous vivons aujourd'hui est pire encore — c'est la revanche des pauvres, des échecs sociaux, des personnes qui sont le moins à même d'élever des enfants dans notre société moderne ».

Je comprenais ce que voulait dire le ministre. Le trajet de quarante-cinq minutes que j'avais effectué depuis l'aéroport jusqu'au centre de Conakry, capitale de la Guinée, avait été embouteillé et traversait un bidonville sans fin : Charles Dickens n'aurait pas cru à ce spectacle cauchemardesque pourtant digne de figurer dans ses romans. Les cabanes de tôle ondulée et les murs rugueux étaient recouverts de crasse noire. Les rues ne formaient qu'une immense flaque dans laquelle flottaient les détritus. Mouches et moustiques volaient partout. Les enfants, dont beaucoup avaient le ventre distendu, pullulaient comme des fourmis. Et lorsque la mer se retirait, elle

découvrait une plage sale jonchée de rats morts et de carcasses de voitures.

La population de la Guinée — environ sept millions d'habitants — doublera dans vingt-sept ans si le taux de natalité suit sa course actuelle. Les coupes de bois se poursuivent à une allure insensée et les Guinéens fuient la campagne pour aller vivre à Conakry. Ici, comme partout en Afrique et dans le tiers-Monde, il me semble que l'homme a défié la nature au-delà de ses limites et que la nature prend sa revanche.

La sécurité nationale

Prononcez les mots « environnement » ou « diminution des ressources naturelles » dans les milieux diplomatiques et vous vous heurtez à un mur de scepticisme ou de lassitude. Chez les conservateurs en particulier, ces termes font sourire. Ce sont les organismes publics qui ont contribué à provoquer ce désintérêt général, en finançant des études très pointues sur l'environnement, truffées de termes techniques, qui s'accumulent sur les bureaux des diplomates.

Il est pourtant urgent de comprendre l'importance de l'environnement : il constituera le principal problème de sécurité nationale du début du prochain siècle. Des phénomènes comme l'explosion des populations, la propagation des épidémies, la déforestation et l'érosion des sols, la diminution des réserves d'eau, la pollution de l'air et le relèvement probable du niveau de la mer dans des régions surpeuplées comme le delta du Nil et le Bangladesh (qui déclencheront des mouvements massifs d'émigration et entraîneront à leur tour des conflits entre populations) auront des implications stratégiques et politiques ; ils représenteront le principal enjeu de la politique internatio-

nale dans le monde de l'après-guerre froide.

Au cours du XXI^e siècle, les réserves en eau atteindront un niveau dangereusement bas dans plusieurs régions comme l'Arabie Saoudite, l'Asie centrale et le Sud-Ouest des États-Unis. L'Égypte et l'Éthiopie risquent de se faire la guerre pour l'eau du Nil. Même en Europe, des tensions se font déjà jour entre la Hongrie et la Slovaquie au sujet de la construction d'un barrage sur le Danube, exemple-type de situation où les conflits concernant l'environnement se mêlent aux tiraillements d'origine ethnique et historique.

La politique de « guerre froide » des États-Unis a réellement commencé avec le célèbre article du stratège américain George F. Kennan, signé « X », qui fut publié dans le numéro de juillet 1947 de la revue *Foreign Affairs* : dans son texte, Kennan prônait une attitude de fermeté et de vigilance envers l'Union soviétique, afin de circonscrire ses velléités d'expansion qui, d'ailleurs, étaient motivées davantage par une volonté d'impérialisme que par une propagande idéologique.

Dans quelques années, on associera peut-être les débuts de la politique d'après guerre froide des États-Unis à une analyse écrite encore plus détaillée et osée que l'article de Kennan : une chronique écrite à l'automne 1991 et parue dans le magazine *International Security*. Pour Thomas Fraser Homer-Dixon, directeur du programme d'études sur la paix et les conflits à l'université de Toronto, les prochaines guerres et conflits civils seront souvent engendrés par la rareté de ressources comme l'eau, les terres arables, les forêts et le poisson. Et tout comme il y aura des guerres et des courants d'émigration liés aux problèmes d'environnement, on verra apparaître des dictatures

— « des régimes durs », comme les appelle l'auteur.

Au cours des cinquante prochaines années, la population mondiale va exploser, passant de 5,5 milliards à plus de neuf milliards d'âmes. Or, si les optimistes fondent leurs espoirs sur l'ouverture mondiale des marchés et la libre circulation des nouvelles technologies, ils omettent de signaler, comme l'a fait remarquer l'Académie nationale des Sciences, que 95 % de l'augmentation de la population se fera dans les régions les plus pauvres du monde. Soit des pays dans lesquels les gouvernements actuels (comme c'est le cas en Afrique) montrent peu d'aptitudes à gérer les affaires courantes et, a fortiori, à conduire leurs nations vers le progrès.

D'un côté, une minorité de la population sera, comme le pressent le philosophe américain Francis Fukuyama, suffisamment à l'abri du besoin pour entrer dans une ère nouvelle, vivant dans des villes et des banlieues à l'environnement maîtrisé et aux antagonismes ethniques étouffés par la prospérité bourgeoise. D'un autre côté, un nombre croissant de personnes seront, quant à elles, prises dans le mouvement de l'Histoire, logées dans des bidonvilles où toute tentative pour se sortir de la pauvreté, des dysfonctionnements culturels et des conflits ethniques sera condamnée en raison du manque d'eau potable, de terres à cultiver et d'espace pour survivre.

Dans les pays en voie de développement, les problèmes liés à l'environnement obligeront les populations à choisir entre le totalitarisme (comme en Irak), le petit État fascisant (comme dans la partie serbe de Bosnie) et la culture du nomade guerrier (comme en Somalie). Conclusion de Thomas Homer-Dixon : « Au fur et à mesure que l'environnement se dégrade,

les risques de rupture sociale augmentent. »

Un calvaire éclairant

Mon retour d'Afrique de l'Ouest fut un calvaire éclairant. Une fois arrivés à New York, nous n'avons pu débarquer de l'avion avant que les autorités d'immigration de l'aéroport Kennedy aient questionné rapidement chacun des passagers. Cette procédure s'ajoutait aux formalités de douane et d'immigration habituelles. Ces mesures de sécurité les plus sévères que j'ai jamais vues avaient pour but de prévenir les épidémies, importations de dro-

gue, etc. Pour la première fois depuis un mois, j'ai vu des hommes d'affaires dotés d'attachés-cases et d'ordinateurs portables. A mon départ de New York pour Abidjan, tous les hommes d'affaires embarquaient vers Séoul et Tokyo sur des compagnies aux guichets jouxtant ceux d'Air Afrique. Les seuls passagers non africains en partance pour l'Afrique de l'Ouest étaient des employés d'organismes d'assistance, en tee-shirts et bermudas.

Les défenseurs de l'Afrique ont raison sur un point : c'est à nos risques et périls que nous ignorons ce continent en perdition. Lorsque le mur de Berlin s'est écroulé en novembre 1989, je me trouvais au Kosovo, filmant un conflit entre les Serbes et les habitants de l'Albanie. Et je me suis dit cette nuit-là que l'avenir se déciderait non pas à Berlin, mais à Pristina. De même, le jour où Yitzhak Rabin et Yasser Arafat se sont serrés la main sur la pelouse de la Maison-Blanche, mon avion d'Air Afrique s'approchait de Bamako, au Mali ; je pouvais apercevoir les baraquements de rôle ondulée au bord de l'immense désert. J'en conclus que les événements importants ne se déroulaient pas à Washington, mais là, juste sous mes yeux.

Plus / Les défis du XXI^e siècle

100 ANS D'IDÉOLOGIES

ABASSI MADANI

Leader du Front Islamique du Salut algérien créé en 1989. Emprisonné en 1992, il rallie une partie de la population urbaine algérienne à la cause islamiste : "une république islamique sinon rien".

RUHOLAH KHOMAYNI

L'ayatollah institué en 1979 une République islamique iranienne fondée sur la loi coranique et dénonce les mœurs corrompues de l'Occident.

1979

Le mouvement des non-alignés se divise à la conférence de la Havane, avec l'intervention de Fidel Castro en faveur d'une alliance entre l'URSS et le tiers-monde.



GAMAL ABDEL NASSER

Président égyptien, il nationalise le Canal de Suez en 1956 et confisque les biens des Occidentaux au nom de la dignité du tiers-monde.

1955

La Conférence de Bandung (Indonésie) réunit 29 nations et proclame une troisième voie définie par le "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'égalité entre les nations et le refus de toute pression de la part des grandes puissances".



FIDEL CASTRO

Le líder maximo voit en Cuba la tête de pont de la rébellion du tiers-monde contre l'ordre capitaliste, le mariage du tiers-mondisme et du communisme.

LEONID BREJNEV

Dirigeant de l'URSS de 1964 à 1982, il gèle en 1968 les tentatives de réforme. Il impose la "souveraineté limitée" aux pays frères et l'expansion soviétique dans le tiers-monde.

GYULA HÖRN

Premier ministre, il mène depuis 1994 la transition de la Hongrie vers le capitalisme.

1989

La chute du mur de Berlin annonce le démantèlement du bloc de l'Est. Après l'Allemagne de l'Est, les autres satellites de l'URSS réclament l'abandon du modèle communiste.

MIKHAIL GORBATCHEV

Jeune chef du Kremlin, il lance en 1985 les politiques de "glasnost" et la "Perestroïka" : "nous n'avons plus le temps d'hésiter".

DENG XIAO PING

Pour le Premier ministre chinois, en place depuis 1979, le marxisme devient pragmatique : "peu m'importe qu'un chat soit blanc ou noir s'il attrape les souris".

PALMIRO Togliatti

Leader du Parti communiste italien, il prône dès 1956 l'indépendance des partis communistes européens vis à vis de Moscou.

TONY BLAIR

Leader du Parti travailliste britannique, il popularise en 1995 le concept de "communautarisme".

JACQUES DELORS

Figure de proue de la Social-démocratie et président de la Commission Européenne de 1985 à 1994, il lutte pour une Europe sociale.

années 1980

La France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie et la Grèce votent socialiste. Au pouvoir, les partis socialistes doivent composer avec le marché.

OLOF PALME

Figure marquante de la politique suédoise, il incarne le retour au pouvoir en 1982 de la Social-démocratie qui avait gouverné le pays de 1932 à 1976. Il est assassiné en 1986.

1968

Mouvements de contestation estudiantine aux États-Unis, en France, en Allemagne, et au Mexique. Les jeunes rejettent la société de consommation et se tournent vers la Nouvelle Gauche, anticapitaliste et pacifiste.

BILL CLINTON

Le président américain propose en 1994 un système de santé publique pour tous, qui sera rejeté par le Congrès.



JOHN FITZGERALD KENNEDY

Le jeune président démocrate lance en 1961 la Nouvelle Frontière : "Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, demandez vous plutôt ce que vous pouvez faire pour votre pays". Le mouvement pour les droits civiques progresse.



FRANKLIN DELANO ROOSEVELT

Président des États-Unis élu en 1932, il lutte contre la Grande Crise avec le New Deal, politique de grands travaux, de dépenses publiques et de relance de la consommation.



MOHANDAS KARAMCHAND GANDHI

Le Mahatma ou "la grande âme" incarne le pacifisme dans les années 1940. "Si vous voulez poursuivre dans la violence, alors il vous faudra passer sur moi" dit-il aux Indiens en révolte contre la puissance coloniale.

1945

Hô Chi Minh ou "la volonté éclairée", proclame en 1945 l'indépendance du Viet-Nam, contre l'autorité coloniale française et affirme "l'indépendance politique doit s'accompagner de l'émancipation sociale des peuples". Le Parti Communiste est le fer de lance de sa lutte.



NIKITA KHROUCHTCHEV

Il dénonce les crimes de Staline au cours du XX^e congrès du PCUS en 1956. La demande d'ouverture politique qui suit en Hongrie est sévèrement réprimée.

LEV BRONSTEIN

Partisan de la "Révolution permanente", Trotsky dénonce dans les années 1930 le stalinisme, "dégénérescence de la Révolution".

1945 1949

L'URSS met en tutelle l'Europe de l'Est et y imposant des régimes communistes satellites.



MAO ZEDONG

Fondateur du parti communiste chinois, il conçoit l'édification du socialisme comme une suite de révolutions. Il soutient en 1939-40 la réforme agraire pour "organiser politiquement les masses paysannes".

JOSEPH V. DJOUGATCHVILI

Maître absolu de l'URSS de 1928 jusqu'à sa mort en 1953, Staline impose le triptyque "industrialisation, planification, collectivisation". Sous son règne, l'URSS connaît des déportations massives en 1933-34 (six millions de morts) et des purges en 1937-38 (trois millions de morts).



1928

Le parti des Frères Musulmans est créé en Égypte pour lutter contre l'emprise étrangère et édifier une société islamique guidée par le Coran.

1923

Mustafa Kemal Atatürk devient président après avoir libéré la Turquie de la tutelle étrangère et transforme son pays en un État laïque et moderne.



VLADIMIR ILITCH OULIANOV

Président du Conseil des commissaires du peuple en URSS, de 1917 à sa mort en 1924, Lénine soutient : "La dictature du prolétariat est inévitable".

1917

Révolution d'octobre. Les communistes prennent le pouvoir : "tout le pouvoir aux Soviets".

1914

Les socialistes européens valent les crédits de guerre. La 2^e Internationale socialiste et pacifiste, écluse en trois branches : les partisans du modèle bolchevique (majoritaires), les socialistes et les socio-démocrates.

Branche religieuse

Branche laïque

Branche tiers-mondiste

Branche orthodoxe

Branche européenne

Branche américaine

"Où est celui qui peut relever le pays pour qu'il puisse vivre libre et indépendant?"
Gamal Abdel Nasser

"L'État communiste abolit l'exploitation de l'homme par l'homme"
Lénine

"L'État doit protéger les faibles et les pauvres"
Sydney et Beatrice Webb

Tiers-mondisme Communisme Social-démocratie

"Nous parions volontiers de deux mondes en présence, de leur guerre possible (...), oubliant trop souvent qu'il en existe un troisième (...). Ce tiers-monde, ignoré, exploité, méprisé, comme le tiers-état, veut lui aussi être quelque chose" écrit le démographe français Alfred Sauvy en 1956.

Reposant sur les œuvres de Marx, le communisme prône la propriété collective des moyens de production et la dictature du prolétariat. Dans la société communiste, l'État doit peu à peu dépérir pour laisser place à une société sans classes, autogérée.

En Europe, socialisme et marxisme naissent autour d'une même idée : établir une société fondée sur l'égalité et la justice sociale. Les social-démocrates européens rejettent la révolution et prônent des réformes démocratiques. Aux États-Unis, le parti démocrate s'inspire, à partir des années 1930, de l'idéologie social-démocrate.

Territoire et identité : le paradoxe

BERTRAND BADIE

L'auteur est professeur de sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Paris et auteur de plusieurs livres sur le rôle de l'État, dont La fin des territoires (Fayard).

O n entend souvent aujourd'hui que le monde futur ne sera viable qu'à partir du moment où chacun vivra de son côté. Cette affirmation contredit brutalement tout ce qui fait la modernité : la mondialisation, les réseaux, la communication. Elle réduit à néant ce que les hommes ont inventé depuis des siècles pour vivre ensemble, des mariages mixtes au commerce.

Des exemples forts

Il existe cependant des exemples forts :

les États-Unis se sont construits à partir de minorités de culture différentes, qui se sont fondées dans un même credo politique. Les pays d'Asie du Sud-Est comptent des diasporas chinoises actives mais parfois heureusement intégrées, comme en Thaïlande. L'Union Européenne est, elle aussi, une idée de réconciliation des identités.

Il est vrai que les institutions inventées par l'Occident à un moment donné ont échoué ailleurs. Hors des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, la plupart des sociétés non occidentales présentent une conception communautaire non territoriale, très vivace, de résistance à la frontière et au découpage de l'espace. Face à un monde d'États-Nations qui leur restent largement étranger, elles sont à tout moment sujettes à la contestation identitaire.

VACLAV HAVEL

L'auteur est président de la République tchèque.

L e conflit en Bosnie Herzégovine n'est pas une guerre entre les Serbes et le reste de la population. C'est une lutte de principes et non de nationalités. D'un côté, le concept moderne d'une société civile fondée sur l'ouverture, dans laquelle des personnes de nationalités, d'ethnies, de religions, de traditions et de convictions différentes parviennent à vivre ensemble et à coopérer de façon créative. De l'autre côté, le concept archaïque d'un État tribal composé d'une communauté de personnes de même sang.

Autrement dit : d'une part le concept qui a mené au processus d'intégration européenne actuellement en cours et qui représente l'unique chance de survie d'une civilisation dont les intérêts communs sont

intimement liés ; d'autre part le concept qui, depuis des millénaires, a éclaboussé de sang l'histoire de l'humanité et engendré des guerres dont la plus terrible a été la Deuxième Guerre mondiale.

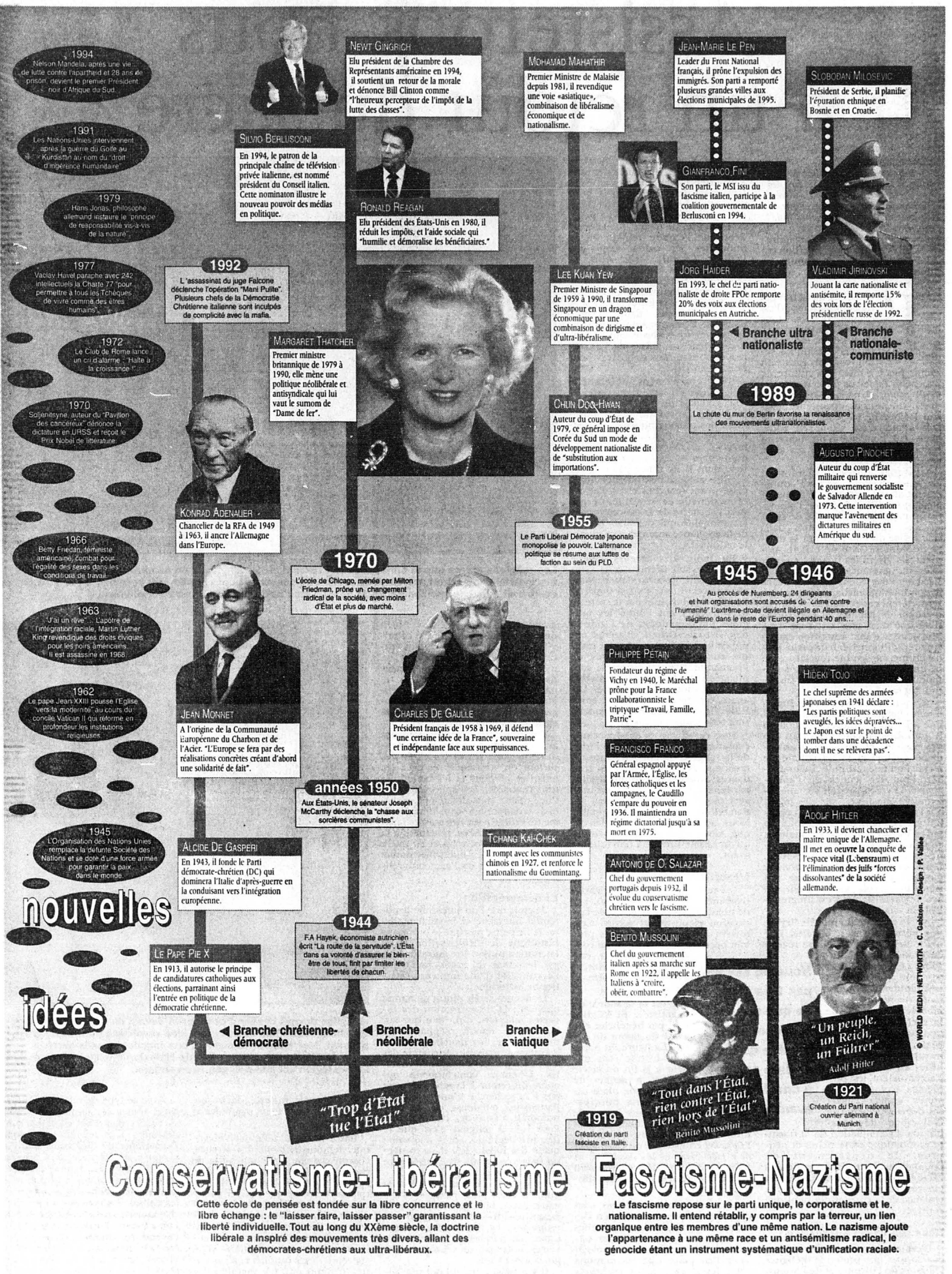
D'une part, l'idée qui prône l'égalité et la dignité pour tous les hommes, d'autre part la conviction d'une suprématie d'un groupe d'individus auxquels le hasard de leur naissance a permis d'appartenir à un certain peuple.

D'un côté, la notion de respect du prochain et de sa différence, de la solidarité qui rassemble les hommes ; de l'autre côté, la notion de ce qui fait la différence entre les hommes et de ce qui les divise.

D'un côté, le respect d'un être humain unique et responsable ; de l'autre, un culte du collectivisme pour lequel l'appartenance au groupe a plus d'importance que les qualités intrinsèques d'un individu.

La tragédie bosniaque

Plus / Les défis du XXI^e siècle



Conservatisme-Libéralisme Fascisme-Nazisme

Cette école de pensée est fondée sur la libre concurrence et le libre échange : le "laissez faire, laissez passer" garantissant la liberté individuelle. Tout au long du XX^e siècle, la doctrine libérale a inspiré des mouvements très divers, allant des démocrates-chrétiens aux ultra-libéraux.

Le fascisme repose sur le parti unique, le corporatisme et le nationalisme. Il entend rétablir, y compris par la terreur, un lien organique entre les membres d'une même nation. Le nazisme ajoute l'appartenance à une même race et un antisémitisme radical, le génocide étant un instrument systématique d'unification raciale.

Vers des sociétés inhumaines?

MARIO SOARES
M. Soares est ex-président du Portugal

De toute évidence, le pouvoir économique, et les marchés financiers en particulier, imposent des limites et exercent plus de pouvoir qu'ils ne devaient. Les médias sont aujourd'hui particulièrement influents bien sûr, eux aussi plus qu'il ne le faudrait. Seul un pouvoir démocratique, légitimé par le vote du peuple, nous aidera à limiter les excès et les abus commis, dans certains cas, par ces deux pouvoirs économique et médiatique.

Les gouvernements et les pays eux-mêmes sont désormais préoccupés par les taux d'intérêt, les variations macro-économiques et, en ce qui concerne l'Union économique européenne,

par la concrétisation des objectifs communs du Traité de Maastricht. Mais, dans la plupart des cas, ils négligent de s'intéresser aux sentiments des individus. Ils ne s'inquiètent pas, et ignorent même parfois, les problèmes qui concernent l'environnement. Souvent, le malaise social devient cruel dans les pays pauvres, mais aussi dans les pays riches où une société à deux vitesses marginalise de plus en plus les plus pauvres.

Aujourd'hui, nous sommes témoins de phénomènes terribles : le crime organisé, le terrorisme incontrôlé, la prolifération des armes nucléaires, l'insécurité. Si nous n'agissons pas très vite, nous serons bientôt confrontés à des sociétés inhumaines et à des révoltes sociales. Nous devons retrouver les principes et les idéaux qui ont depuis toujours guidé l'humanité dans sa marche vers le progrès.

Cosmopolitisme et mondialisme

PASCAL BRUCKNER
Pascal Bruckner est un écrivain français, globe-trotter et auteur de nombreux essais et du roman "Lunes de fiel" adapté à l'écran par Roman Polanski.

Face au nationalisme, étroit et xénophobe, on pare aujourd'hui le cosmopolitisme de tous les attraits. D'un côté, il y aurait l'étroitesse nationale, rancunière et peureuse, de l'autre, la curiosité, la multitude bigarrée des cultures. On peut se demander si cet éloge obligatoire de l'ouverture ne revient pas à confondre le cosmopolitisme et le mondialisme.

Le cosmopolitisme, c'est la capacité d'avoir un pied dans plusieurs cultures. Il est le travail que nous accomplissons pour nous ouvrir à une autre civilisation à partir de la nôtre et nous enrichir de cet apport. C'est pourquoi il est enraciné dans la profondeur de plusieurs mémoires, de multiples particularités. Il nous écartèle entre une culture d'origine et des patries d'électif. C'est en cela

que le véritable cosmopolitisme est souffrance. Car transiter d'une culture à une autre est l'équivalent d'une mue, d'une métamorphose qui implique peine et labeur. Le fait de maîtriser trois ou quatre langues, de prendre connaissance de plusieurs traditions, tels sont le luxe et la récompense du véritable cosmopolite.

Le mondialisme est radicalement différent puisque c'est la culture des gens sans culture. C'est l'écume au-dessus des vagues des échanges. C'est un survol qui prétend maîtriser l'univers parce qu'il l'a préalablement vidé de sa substance. Sont condamnés au mondialisme les gens qui n'ont d'ouverture ni sur leur culture nationale ni sur le monde en général. Et qui au contraire ne communiquent que par les symboles les plus pauvres de cette culture planétaire, c'est-à-dire le fast-food, le Coca-Cola, un certain type de musique. En ce sens, Disneyworld est bien le comble du mondialisme. Toutes les régions du monde y sont représentées comme citation, comme attraction ; la Terre y devient un grand parc de jeux.

© WORLD MEDIA NETWORK • C. Gabbidon • Design : P. Valère

Assisterons-nous à un retour du sacré?

SERGIO QUINZIO

L'auteur est né dans la province de Ligurie en 1927. Il vit à Rome et écrit des livres sur la foi chrétienne, vue à travers le prisme de ses origines juives et leur influence sur le monde d'aujourd'hui. Ses œuvres, publiées par Adelphi à Milan comprennent Un commentaire de la Bible, De la gueule du lion et Racines hébraïques du monde moderne.

J'ai assisté aux étranges transformations d'un couple d'amis, tous deux animateurs d'émissions radiophoniques et éduqués selon ce qui était, du moins jusqu'à hier, la « culture de gauche ». J'aperçus un jour, par hasard, accroché dans leur appartement, un portrait du célèbre gourou Rajneesh. La jeune femme, à son retour d'un séjour en Inde, avait été baptisée d'un nouveau prénom, celui par lequel ses amis continuent de l'appeler.

Quelques années plus tard, mari et femme m'ont raconté qu'ils étaient allés à Assise, à l'époque de Noël, pour s'imprégner de l'atmosphère mystique de la ville de saint François. Ils étaient entrés dans une église où l'on célébrait la messe de minuit. Or, à un certain moment, ils virent les fidèles se serrer la main. Ignorant que ce geste était l'échange des vœux de paix avant la communion eucharistique il l'interprétèrent comme un au-revoir, et sortirent de l'église. Si l'on considère que mes amis ont reçu dans leur jeunesse une éducation catholique traditionnelle, leur petite mésaventure me semble révélatrice de ce qui, ces derniers temps, a sous-tendu l'incessante évocation du retour du sacré.

On y retrouve en effet les ingrédients habituels. Une enfance et une adolescence dans un milieu où le catholicisme était vécu sans enthousiasme et presque passivement, comme si la foi chrétienne n'était qu'une attitude inébranlable. Pour les jeunes de l'après-guerre, la voie s'ouvrait sur une alternative positive, sur le projet d'un monde renoué grâce à la révolution communiste. Une solution qui semblait à portée de main et apparaissait, pour beaucoup d'entre eux, comme le chemin à suivre. Dans les années qui ont suivi, le glorieux modèle économique qui semblait devoir s'ouvrir sur un avenir paradisiaque s'est progressivement affaibli.

Après la chute du mur de Berlin, une autre voie s'est ouverte. Elle n'a toutefois pas tardé à se révéler en grande partie illusoire. Les pays de l'Est se sont uniformisés très rapidement ou ont tenté de reproduire le modèle de bien-être de la société de consommation occidentale. Mais, malheureusement, cela s'est produit juste au moment où s'accroissaient les problèmes écologiques et autres grands enjeux du développement : la croissance démographique, l'accentuation de la fracture économique entre riches et pauvres, le déplacement de populations, la menace atomique à l'état latent, la drogue, le sida, les guerres, les révoltes, le chômage, la violence et la corruption, publique et privée.

Des expériences alternatives

C'est ainsi que n'a cessé de se développer une profonde méfiance vis-à-vis de l'histoire et de l'avenir. Comme toujours dans les moments de crise de civilisation, par exemple lors du déclin de l'empire ro-

main, des minorités significatives ont commencé à s'intéresser aux « expériences alternatives », dans leur quête de ce qui pourrait, pour ainsi dire, leur permettre d'échapper à la responsabilité et au poids de l'histoire. De même que la décadence de l'empire romain vit se multiplier les cultes venus de l'Orient (Mithra, Isis, Attis, et même Moïse et Jésus), ces années-là eurent l'Extrême-Orient comme pôle d'attraction principal. De jeunes Américains et Européens y sont partis nombreux dans l'espoir peut-être déraisonnable de trouver là-bas quelque chose qui répondrait à leur « angoisse de l'histoire » et au non-sens dont ils se sentaient menacés.

S'il y a un élément qui caractérise le retour du sacré dans cette seconde moitié du siècle, c'est bien l'extrême variété de ses symptômes : des plus baroques — les sectes, mais aussi l'astrologie, la cartomanie, la magie, la vogue des horoscopes — à la « haute culture », dont il ne serait pas exagéré de dire aujourd'hui qu'elle s'intéresse avant tout aux côtés obscurs et mystérieux de la réalité. Ce qui va à l'encontre de la conception de la rationalité qui prévalait hier et de la confiance accordée à ce modèle rationnel.

En Italie, des auteurs comme Luigi Pareyson, Elémire Zolla, Guido Ceronetti, Roberto Calaso, Massimo Cacciari (mais aussi Umberto Eco, fasciné lui aussi par le sacré au Moyen-Âge) ont étudié les religions philosophiques de l'Inde et de l'Extrême-Orient. D'autres ont nié en bloc la modernité pour revenir aux grands textes sacrés de l'humanité. D'autres encore se sont plongés dans le monde du mythe, de la mystique, du symbole. Les anges, comme en témoignent, après Rilke, les films de Wim Wenders, sont redevenus à la mode.

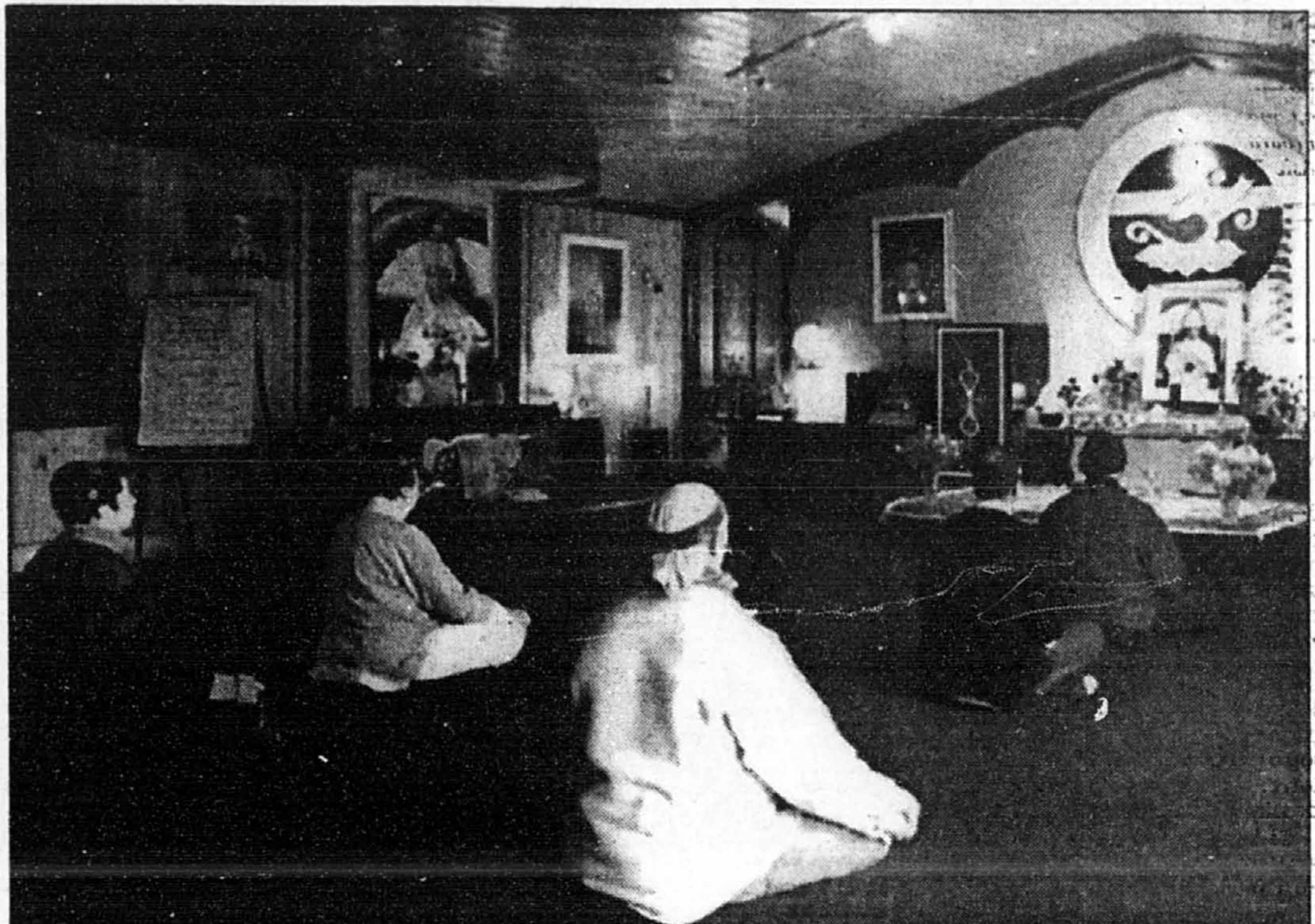
Tous ces éléments dessinent une évolution qui tourne le dos à l'idée de la religion comme « enfance du monde ». Peut-être toutes les tendances actuelles s'expliquent-elles par le regret, la nostalgie d'un univers moins schématisé, moins rationnel, et donc plus imaginaire. Nous ne savons pas très bien ce que nous cherchons. Il semble qu'on assiste surtout à une fuite en avant.

L'exotisme

Les religions autres que le christianisme exercent aujourd'hui, sur de nombreuses personnes, une fascination et un attrait accrus. Cela revient à pousser la quête le plus loin possible, à fuir tout ce qui conduirait à établir une comparaison directe avec notre histoire et notre civilisation.

C'est là la source de l'exotisme. Et l'Église finit par bénéficier elle aussi du retour du sacré. La figure du pape, dont le rôle était mineur à la fin du siècle dernier, a acquis de nouveau une place capitale. C'est principalement dans le monde chrétien que se sont formés des groupes — comme l'*Opus Dei* en Espagne ou *Communione e Liberazione* et les *Focolarini* en Italie — qui ont fait souffler un vent d'engagement et d'enthousiasme.

Les conversions à l'islam sont devenues fréquentes, même en Occident ; il suffit de rappeler celles de René Guénon et de Roger Garaudy. Ces conversions peuvent avoir lieu parce que les rapports entre les deux grandes traditions sont intensifiés actuellement pour des motifs divers, mais aussi parce que l'islam est en soi la dernière



Les religions autres que le christianisme exercent aujourd'hui, sur de nombreuses personnes, une fascination et un attrait accrus. Cela revient à pousser la quête le plus loin possible, à fuir tout ce qui conduirait à établir une comparaison directe avec notre histoire et notre civilisation.

grande religion « révélée » (bien que la foi Ba'hai revendique ce privilège, et cela avec un certain succès) et que cela fascine. Et ce, même si l'islam évoque une percée de l'intégrisme, c'est-à-dire la renaissance d'anciennes formes religieuses qui prétendent avec arrogance avoir la propriété de la vérité absolue et l'imposer.

On rencontre des phénomènes analogues d'intégrisme ou de fondamentalisme parmi les chrétiens, surtout en Amérique, et chez les juifs, les hindous et les bouddhistes. Toutefois, les spécialistes de l'intégrisme musulman ne désorment tendance à le considérer comme un refuge pour des masses fausement modernisées, reléguées à la périphérie de l'histoire et en quête de leur identité, plutôt que comme une renaissance de l'ancienne religion.

La désagrégation

Je crois que l'on surestime le potentiel intégriste et fondamentaliste. Je ne pense pas que le processus historique de sécularisation et de laïcisation puisse être entravé, malgré le retour du sacré, sauf dans l'éventualité d'une immense catastrophe historique.

Le danger serait plutôt de nature opposée : la désagrégation des diverses religions, qui, bien que sur la voie de retour, n'apparaissent plus comme des modèles sociaux dominants, mais plutôt comme des éléments d'expériences individuelles. L'homme contemporain qui opère un retour à la religion, n'est pas à la recherche d'une réelle appartenance religieuse qui le contraindrait à faire des choix de vie. Pour lui, la religion n'est que le lieu privilégié où, après une vaine quête des idéologies, il va trouver un havre rassurant, une expérience intime de libération et de paix.

Quant à l'œcuménisme, son risque est celui d'un passage — appauvrissant, bien que beaucoup le jugent positif — de la religion à la religiosité. La coexistence en une espèce de panthéon de vérités diverses, unies par un sentiment religieux assez vague.

Il y a aussi ceux qui ont une approche esthétique, plutôt qu'éthique, du religieux. Les religions exercent alors une attraction pour



« L'Église devrait cesser d'occuper le devant de la scène. Un pape infallible est un non-sens et une idée révoltante pour tout être pensant. Lier une vérité divine à une fonction sensée garantir cette vérité est une insulte à toute réflexion intellectuelle », estime le théologien allemand Eugen Drewermann.

leur ancestrale majesté, la beauté de leurs mythes, leurs symboles et leurs rites.

Entre mythes, religions, mystique, religiosité, symboles et rites, chacun cherche ainsi une sorte de chemin personnel qui le conduit vers le sacré. Si des sociologues comme Peter Berger ont pu parler de « religion personnelle », c'est-à-dire où chacun va puiser ses critères et ses préférences à diverses traditions, fondant le tout en un ensemble qui lui apparaît plus approprié à ses besoins et à ses désirs, d'autres ont, me semble-t-il à juste titre, évoqué un « supermarché des religions » où chacun croit pouvoir choisir à son gré.

Avec ce type de religiosité indéfinie, toutes les formes du retour du sacré aujourd'hui en vogue sont destinées à se rejoindre. En cela, l'expérience de mes amis, que j'ai évoquée au début de mon propos, est emblématique. Ignare, mais insatisfait de sa propre tradition religieuse, on explore les ashrams ou les églises, les pagodes ou les rites chamanistes, passant facilement de l'un à l'autre. Voilà, me semble-t-il, l'avenir qui attend le retour du sacré tel qu'on peut l'entrevoir à l'heure actuelle. Des groupes d'intégristes et de sectaires auront beau se replier toujours plus fanatiquement sur eux-mêmes, le cours de l'histoire nous mène ailleurs.

L'Église doit se transformer

Journal Süddeutsche Zeitung
ALLEMAGNE

Selon le théologien allemand Eugen Drewermann, l'Église est un obstacle sur le chemin de l'homme et elle ne survivra pas à ce millénaire dans sa forme actuelle.

L'Église de demain devra au contraire intégrer certains principes des enseignements de la nature et de la psychanalyse et, au lieu de dicter des dogmes, elle devra apprendre à l'homme à être libre.

Après des études de philosophie, de psychologie et de théologie, Eugen Drewermann, psychanalyste né en 1940 à Bergkamen, a été ordonné prêtre catholique.

Son interprétation moderne de la religion a fait de lui le théologien

allemand le plus connu et le plus contesté. En 1991, il s'est vu retirer le droit de pratiquer l'enseignement religieux et en 1992 l'exercice de son sacerdoce lui a été interdit, ce qui ne l'empêche pas de rester très actif en tant que critique de l'Église et écrivain.

Auteur d'une vingtaine d'ouvrages, il a publié en 1994 *An Euren Gott wird niemand glauben* (Personne ne croira à votre Dieu), dans lequel il décrit une journée de la vie d'un prêtre dominicain.

Drewermann croit que l'Église catholique a fait d'elle-même son principal sujet d'attention. Pour beaucoup de gens, elle ne peut plus apporter de réponses à leurs questions. En Allemagne, rappelle-t-il, un mariage sur trois se termine par un divorce, un chiffre derrière lequel se cachent des tragédies humaines.

« Mais, dit-il, l'autorité religieuse de Rome se borne à déclarer que les liens sacrés du mariage sont indissolubles ! Le discours de l'Église reflète une image rétrécie de l'homme. Nous n'y sommes constitués que de raison et de bonne volonté. Cette Église-là est un obstacle sur le chemin de l'homme. Personne ne pose la question : de quoi l'homme a-t-il besoin aujourd'hui ? Qu'a voulu Jésus en son temps ? La religion devrait essentiellement permettre à chaque être de devenir majeur. Or, jusqu'à présent, elle a surtout eu une fonction de « surmoi » (NDLR : en psychanalyse freudienne, contrôle des pulsions et fondement du sens moral). »

Eugen Drewermann reconnaît que toutes les religions font face, aujourd'hui, à une crise profonde, du fait de la modification des relations entre l'homme et la nature.

Au cours des cent dernières années, les techniques ont considérablement évolué. Mais la croyance au miracle de l'Église de Rome conduit à ignorer ces acquis. Et l'interprétation de la Bible fonctionne encore sur des bases fondamentalistes.

« Dans le nouveau catéchisme de 1993, explique-t-il, on continue à soutenir avec le plus grand sérieux que Marie était biologiquement vierge ! Les écoliers de douze ans n'arrivent plus à faire le lien entre ce qu'ils apprennent dans les cours de religion et le contenu de leurs cours de physique, de chimie et d'histoire. »

Le rôle du pape

Quant on interroge Drewermann sur le rôle du pape, il devient inglant.

« Cela fait un demi-siècle, dit-il, qu'il refuse toute réforme ! Je

crains qu'il ne puisse que continuer sur la même voie.

« C'est seulement quand les autorités religieuses de Rome se seront structurées démocratiquement — avec des membres élus, ouverts à la critique et susceptibles d'être démis de leurs fonctions — que nous aurons un pape représentatif de sa fonction et utile aux hommes. Sinon, il restera un simple avatar des princes et de leur pouvoir, et de l'absolutisme. Aujourd'hui, cette institution empêche les hommes de se trouver eux-mêmes et de trouver Dieu, qui veut qu'ils soient libres. »

« L'Église devrait cesser d'occuper le devant de la scène. Un pape infallible est un non-sens et une idée révoltante pour tout être pensant. Lier une vérité divine à une fonction sensée garantir cette vérité est une insulte à toute réflexion intellectuelle. »

Plus / Les défis du XXI^e siècle

Les risques du nationalisme chinois

GERALD SEGAL

L'auteur est directeur associé à l'Institut international des études stratégiques basé à Londres et dirige également le programme anglais de développement en Asie-Pacifique.

La menace était brutale. « Qu'ils (les Américains) aillent se faire foutre ! ». Ce cri est celui de Wang Qiming, héros d'une série télévisée très populaire en Chine. Ils étaient encore des singes grimant aux arbres quand nous étions déjà des êtres humains !

De nos jours, même les dissidents chinois parlent des Américains de cette façon. « Nous devons prouver que nous ne sommes pas une race inférieure, car le sort nous crache aujourd'hui à la figure, dit Yuan Hongbing. La race chinoise qui s'étend dans la partie est de l'Asie brillait autrefois d'un éclat digne du soleil. Elle se retrouve aujourd'hui acculée au mur de l'histoire, conduite par les forces du destin ».

« Si l'on a beaucoup vanté les merveilles des réformes économiques en Chine, on a trop souvent ignoré l'émergence en parallèle d'un nationalisme souvent farouche. « La volonté de "baiser" les étrangers est devenue un acte patriotique », résume crûment Geremie Bar-mé, un universitaire australien de renom.

La corrélation entre montée du nationalisme et modernisation rapide est un phénomène effrayant. Ce mélange détonant a conduit l'Europe du 19^{ème} siècle à la guerre de 1914-1918. Dans le Japon et l'Allemagne des années 1930, il a conduit à la Seconde Guerre mondiale. Dans des pays fragiles à la recherche leur unité, il est facile de faire appel à des aspirations nationales imaginaires. Facile, mais incontrôlable.

Une société déchirée

La société chinoise moderne n'a jamais été aussi divisée depuis sa dernière guerre civile. Les réformes économiques ont déchiré la société. Plus de cent millions de Chinois se déplacent à l'intérieur des frontières. Délits et corruption n'avaient jamais pris une telle ampleur depuis la révolution de 1949. Et le pouvoir du gouvernement central sur la structure économique et sociale du pays s'écroule face à celui des puissants intérêts régionaux.

Depuis que l'impérialisme européen et japonais a divisé l'Empire aux 18^e et 19^e siècles, les Chinois en ont toujours voulu au monde entier. Tous pensent que le monde extérieur a des dettes morales en-

vers eux. La Chine est d'ailleurs la seule grande puissance dont le budget militaire est en augmentation.

Tandis que l'ensemble des grandes puissances prônent le statu quo, la Chine, elle, préfère défer l'ordre établi. Elle a soulevé des conflits avec presque tous ses voisins. Elle poursuit ses revendications territoriales sur Hongkong et Macao, où les occupants coloniaux européens ont accepté de lui rendre territoires et habitants en 1997 et 1999. La Chine fait également pression sur Taïwan pour convaincre ses 22 millions d'habitants qu'ils n'ont pas le droit à l'autodétermination.

Dernier point : la Chine achète aujourd'hui des îles dans le Sud de la mer de Chine, zone qui pourrait se révéler riche en ressources énergétiques. La Chine contrôle depuis les années 1970 au nord les îles Paracel et accroît depuis quelques années son contrôle au Sud sur les îles Spratly.

D'autres conflits d'ordre maritime opposent l'empire chinois à la Corée du Sud et même au Japon. Pour les Japonais, le fait que la Chine revienne sans cesse sur leur culpabilité durant la guerre n'est qu'un prétexte pour attiser la rancune du peuple chinois envers les Japonais. Maintenant que la Grande-Bretagne a été humiliée à Hongkong et que la Russie ressemble à un panier percé, le Japon représente pour la Chine l'ennemi le plus important qui reste encore à vaincre.

Les relations sino-japonaises

Même si la Chine ne cherche pas à occuper le Japon ou les États de la communauté du Sud-Est asiatique (ASEAN), les réflexions agressives citées au début montrent combien les Chinois trouvent naturel de dominer le continent qui les entourent. Les voisins de l'Empire sont exposés au risque d'une « finlandisation » ou plus exactement d'une « sinification » de leur territoire.

Déjà, il arrive que Pékin dicte au Japon le nom des personnes qu'il peut inviter à une Conférence sur la coopération économique entre l'Asie et les pays du Pacifique. Lorsque des personnes d'origine chinoise sont persécutées en Indonésie, le gouvernement chinois rappelle au monde, sans beaucoup de nuances, que l'affaire le concerne.

Enfin, il arrive que des unités navales chinoises, qui n'agissent toutefois probablement pas sur ordre officiel, viennent dans les ports sud-coréens réclamer des biens de consommation. Des initiatives « privées » qui s'expliquent certain-



Depuis que l'impérialisme européen et japonais a divisé l'Empire aux 18^e et 19^e siècles, les Chinois en ont toujours voulu au monde entier. Tous pensent que le monde extérieur a des dettes morales envers eux. La Chine est d'ailleurs la seule grande puissance dont le budget militaire est en augmentation...

nement par la structure de décision décentralisée qui existe en Chine aujourd'hui. Au fur et à mesure que Deng Xiaoping s'efface de la scène politique, les personnalités influentes sur le plan local cherchent à exploiter au mieux la moindre opportunité. Une « guéguerre » interne qui pourrait également expliquer pourquoi, juste avant un sommet de l'ASEAN l'été dernier, la Chine a envoyé des missiles sur les détroits qui séparent le continent de Taïwan.

Parce que l'économie de leur pays se renforce, les dirigeants chinois se croient capables de réorganiser les affaires régionales. Et seul un pays a la capacité de les contenir, les États-Unis. Ces derniers

semblent d'ailleurs soutenir le mouvement d'indépendance naissant à Taïwan.

Les États-Unis sont également fermes quant au respect de la liberté de navigation dans le Sud de la mer de Chine. Et ils sont particulièrement vigilants en ce qui concerne le respect des droits de l'homme. Ce sont eux encore qui ont poussé pour imposer à la Chine des conditions draconiennes à son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). S'il parvenait à contrer les États-Unis, le gouvernement de Pékin aurait le champ libre pour mettre au pas graduellement ses voisins. Le pouvoir militaire et politique des Américains n'est d'ailleurs pas l'unique

souci de la Chine. La culture américaine attire en effet les jeunes Chinois, notamment ceux vivant au sud du pays.

Les USA face à la Chine

Les États-Unis ont un défi à relever : celui d'une Chine nationaliste en expansion. Les réponses sont loin d'être simples, et en comparaison la guerre froide contre l'Union soviétique a des allures de partie de campagne. Contrairement à l'URSS, la Chine est en effet une puissance économique majeure. Les perspectives de pénétrer le marché chinois empêcheront les gouvernements de différentes nations de vouloir lui appliquer des politiques sévères. La nécessité d'entrer dans ce pays a d'ailleurs déjà mis à mal l'objectivité de nombre d'observateurs, qui craignent que Pékin ne leur ferme les portes s'ils osent critiquer ses agissements.

Jusqu'ici, le débat sur la politique à adopter envers la Chine se résume à une opposition entre ceux qui prônent l'« endiguement » du pays et ceux qui sont en faveur d'un « engagement ». En réalité, c'est un mélange de contrôle et d'engagement qui s'impose, avec la volonté de cadrer la Chine dans le système international et de la lier à ce système.

Il faut à tout prix laisser la Chine se joindre à l'Organisation mondiale du commerce, mais à condition qu'elle obéisse aux règles. Celle-ci, notamment le mécanisme de résolution des conflits, permettront de restreindre le nationalisme chinois comme il l'a permis pour les autres États-membres de l'OMC.

La Chine a tous les droits de revendiquer un territoire, mais il lui est interdit d'avoir recours à la force. Les Taïwanais par exemple ont le droit de décider de leur avenir. Et sur beaucoup d'autres sujets, la Chine doit apprendre que l'interdépendance (en matière de commerce, d'aide, de défense) a ses avantages, mais qu'un nationalisme exacerbé mérite des sanctions. La décision du Japon de retirer son aide en protestation contre la politique de celle-ci sur les essais nucléaires est tout à fait raisonnable.

Il ne sera pas facile de cadrer et de contenir la Chine. Cette stratégie ne pourra fonctionner que si les Européens s'associent avec les États-Unis et le Japon. Mais les premiers ne semblent pas s'intéresser pour l'instant aux problèmes de sécurité — et même de commerce — qui dépassent leurs frontières. L'Histoire devrait pourtant nous servir de leçon. Lorsqu'on ne fait aucun effort pour endiguer le nationalisme des grandes puissances, il s'avère un jour ou l'autre urgent de le faire. Avec des conséquences infiniment plus graves et coûteuses.

Le véritable « miracle » chinois

HARRY WU

L'auteur est resté 19 ans prisonnier dans un goulag (ou laogai) chinois, pour avoir protesté contre la politique de la Chine en matière de droits de l'homme. Il a réussi, sous différents déguisements, à introduire secrètement des caméras dans ces camps de travail forcé. Arrêté en 1995 alors qu'il cherchait à rentrer en Chine, il a été accusé d'espionnage — un crime passible de peine de mort. Après 66 jours d'emprisonnement, il a été transféré dans un tribunal de Wuhan pour y être jugé pour espionnage. C'est au cours de ce transfert qu'il a réussi à gagner précipitamment les États-Unis. Il vit en Californie.

Beaucoup de détails m'ont choqué durant mes 66 jours de détention par l'armée chinoise.

Mes gardes du corps en civil, par exemple, utilisaient des téléphones mobiles Motorola. Ainsi, une entreprise américaine contribuait-elle à l'efficacité du système chinois de répression. Aucun Occidental ne devrait rester insensible à une telle anecdote.

Lorsque j'ai tenté de pénétrer en Chine, les officiers de police ont trouvé mon nom dans la base de données d'un nouvel ordinateur. Je n'ai pu en lire la marque, mais la machine et le logiciel provenaient certainement de l'étranger. De combien de manières encore les États-Unis et les autres pays aident-ils à renforcer les pouvoirs policier et militaire de ce régime répressif ?

Je ne demande pas à l'Occident de mettre la Chine au ban des nations en tant que pays corrompu. Je sais que c'est impossible. Ce n'est même pas souhaitable d'ailleurs. L'économie internationale peut en effet considérablement aider la

Chine et ses habitants à progresser.

Mais les économistes utilisent des critères très restreints pour évaluer le progrès. Ils sont obsédés par des critères exclusivement matériels, qu'il s'agisse de références statistiques générales, comme la croissance du produit national brut, ou de données plus spécifiques, comme l'amélioration de l'alimentation et des conditions de logement. Or, ces mesures sont tout à fait inadéquates, surtout pour un régime comme celui de la Chine, parce qu'elles passent sous silence un besoin humain fondamental : la liberté.

Je dois ma libération aux innombrables personnes qui ont fait pression sur le gouvernement de Pékin après avoir entendu parler de moi et de ma campagne contre le laogai, ce système inhumain de travaux forcés pratiqué par la Chine. J'ai passé ma jeunesse, 19 ans au total, dans ce type de camp, expérience que j'ai relatée dans un ouvrage traduit en quatre langues, *Vents amers : souvenirs des années passées dans le goulag chinois*. En m'arrêtant l'été dernier, les douaniers chinois ont déclenché un drame qui a attiré l'attention de millions de personnes. Me renverrait-on au laogai ? Pis encore, allait-on m'exécuter ?

Étant considéré comme prisonnier politique, j'ai été isolé des autres détenus au cours de mon séjour en prison. Les hommes qui m'ont interrogé ont affirmé que personne, y compris le gouvernement des États-Unis, ne s'intéressait à moi, simple citoyen américain. Ils avaient tort.

La peur permanente

En me condamnant à une peine de prison de quinze ans avec sursis, les autorités chinoises espéraient probablement me faire taire. Qu'elles se détrompent car elles ne

pourront jamais m'imposer le silence. Je lutte à nouveau pour rendre le laogai chinois aussi célèbre que le goulag de Staline, avec l'espoir de faire disparaître le système dans sa totalité. Voilà pourquoi les dirigeants chinois me haïssent et souhaiteraient m'enfermer pour toujours. Sont détestables à leurs yeux tous ceux qui révèlent comment ces camps soutiennent le pouvoir absolu qu'exerce le Parti communiste sur le peuple chinois.

Le monde ne réalise malheureusement pas à quel point les dirigeants communistes entretiennent la population dans une peur permanente. Les Occidentaux ont encore une opinion très déformée des réformes économiques chinoises. Pour certains, ce continent aurait même accompli un « miracle » économique.

Certes, de plus en plus de Chinois mangent des hamburgers au McDonalds, achètent des jeans chez Giordano et regardent *Le Roi Lion*. Des gratte-ciel s'élèvent là où du riz poussait autrefois. Et les économistes de Pékin affichent fièrement un taux de croissance à deux chiffres.

Le gouvernement chinois reste pourtant « parfois totalitaire, quelquefois autoritaire et toujours imprévisible ». Cette phrase ne vient pas d'un défenseur des droits de l'homme, mais d'un hebdomadaire économique publié à Hong-Kong, *Far Eastern Economic Review*. Les dirigeants chinois eux-mêmes ne cachent d'ailleurs pas leur détermination à conserver « le système socialiste, comme une partie intégrante du système communiste ».

La Chine s'est contentée de faire au monde une concession d'ordre sémantique. Elle prétend que son régime a évolué vers un « socialisme de marché ». Nombre d'Occidentaux ont été impressionnés, à

tort : dans leur esprit, le mot « marché », qui a une connotation positive, compensait l'image négative véhiculée par le mot « socialisme ». Mais l'armature politique et économique de ce pays reste nationalisée et son système financier placé sous le contrôle du gouvernement.

« Nous voulons nous adapter au fonctionnement d'une économie de marché », affirme le Premier ministre Zhu Rongji ; votre système économique repose sur la privatisation alors que notre économie de marché sera toujours basée sur la nationalisation ».

La liberté

Si miracle il y a, il réside uniquement dans la façon dont le régime et ses complices ont pu donner l'illusion à l'Occident que la Chine, grâce à son expansion économique, évoluait vers le capitalisme. Les pays capitalistes sont responsables du succès de cette économie socialiste. Ils ont favorisé son essor grâce à un flux intense d'échanges, d'investissements, de technologies et autres formes d'aides, souvent par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux. La justification la plus noble de ces agissements est qu'ils serviront peut-être, un jour, à transformer le régime totalitaire de la Chine. Quel vœu pieux !

Entre 1960 et 1979, durant ces 19 années passées au laogai, j'ai été confronté à des épreuves difficiles à imaginer. Les 66 jours que j'ai pas-

sés en garde à vue en 1995 m'ont semblé, par comparaison, très différents. Je mangerais beaucoup mieux — rien d'exceptionnel, mais une nourriture correcte. J'étais mieux logé. Ma cellule était petite, il est vrai, mais, aussi incroyable que cela puisse paraître, elle avait l'air conditionné. Si j'avais à choisir, j'opterais certainement pour les conditions que j'ai connues en 1995. Mais de quel choix s'agit-il là ? Dans les deux cas, il me manquait un élément essentiel : la liberté.

L'élite du peuple chinois affirme que liberté et démocratie sont des idées occidentales. C'est l'un des plus gros mensonges proférés par le régime de Pékin. Car le désir de liberté est profondément ancré dans le cœur des Chinois. Cette aspiration est naturelle : s'il en était autrement, pourquoi les autorités auraient-elles toujours besoin de brandir matraques et fusils contre leurs propres citoyens ?

La Chine aborde un tournant crucial de son histoire avec la fin de la dynastie de Deng Xiaoping. Le peuple pourrait lui-même transformer le système mi-totalitaire, mi-autoritaire du pays. Mais cette tâche est irréalisable si les autres nations continuent à renforcer la validité du système en considérant la Chine comme un immense marché où ils peuvent vendre des téléphones cellulaires Motorola, des téléviseurs Sony et des Mercedes.

L'élite du peuple chinois affirme que liberté et démocratie sont des idées occidentales. C'est l'un des plus gros mensonges proférés par le régime de Pékin.

Plus / Les défis du XXI^e siècle

Le mythe du miracle asiatique

PAUL KRUGMAN

L'auteur est professeur d'économie à l'Université de Stanford. Le titre de son dernier ouvrage est *Peddling Prosperity: Economic Sense and Nonsense in the Age of Diminished Expectations*.

Il fut une époque où, en Occident, les leaders d'opinion étaient à la fois impressionnés et effrayés par les incroyables taux de croissance des économies d'Europe de l'Est. La vitesse à laquelle ces pays étaient passés de l'état de sociétés paysannes à celui de puissances industrielles semblait remettre en question la domination de l'Occident, qu'il s'agisse de pouvoir ou d'idéologie.

Les dirigeants de ces pays ne partageaient en effet pas notre foi dans l'économie de marché et les libertés civiles illimitées. Ils affirmaient avec une croissance assurée que leur système, capable de sacrifier les intérêts à court terme du consommateur pour assurer une croissance à long terme, parviendrait finalement à surpasser des sociétés occidentales toujours plus chaotiques.

Le fossé entre les performances économiques de l'Est et celles de l'Ouest a fini par devenir un problème politique. Les démocrates ont repris le pouvoir à la Maison-Blanche sous la houlette d'un nouveau président jeune et dynamique qui avait promis de « remettre la nation en mouvement » — promesse qui signifiait, pour lui et ses plus proches conseillers, qu'il fallait accélérer la croissance économique américaine afin de répondre au défi de l'Est.

Cette époque était, bien sûr, celle du début des années 1960. Le jeune président dynamique s'appela John F. Kennedy. Les exploits technologiques qui inquiétaient tant l'Occident étaient le lancement du Spoutnik dans l'espace et l'avance des Soviétiques dans ce domaine. Quant aux pays dont les économies connaissaient une forte croissance, il s'agissait de l'URSS et de ses États satellites.

Les dragons de papier

Existe-t-il réellement un parallèle entre la croissance qu'ont connue les pays du pacte de Varsovie dans les années 1950 et la progression économique spectaculaire des pays asiatiques qu'inquiète aujourd'hui les spécialistes ?

À certains égards bien sûr, la comparaison est un peu excessive : le Singapour des années 1990 ne ressemble guère à l'Union soviétique des années 1950 et Lee Kuan Yew, l'ancien premier ministre et actuellement ministre honoraire n'a rien à voir avec Nikita Khrouchtchev et a fortiori Joseph Staline. Et il y a fort peu de risques qu'un touriste séjournant dans l'un des hôtels rutilants de Singapour établisse le moindre parallèle avec un établissement moscovite infesté de cafards.

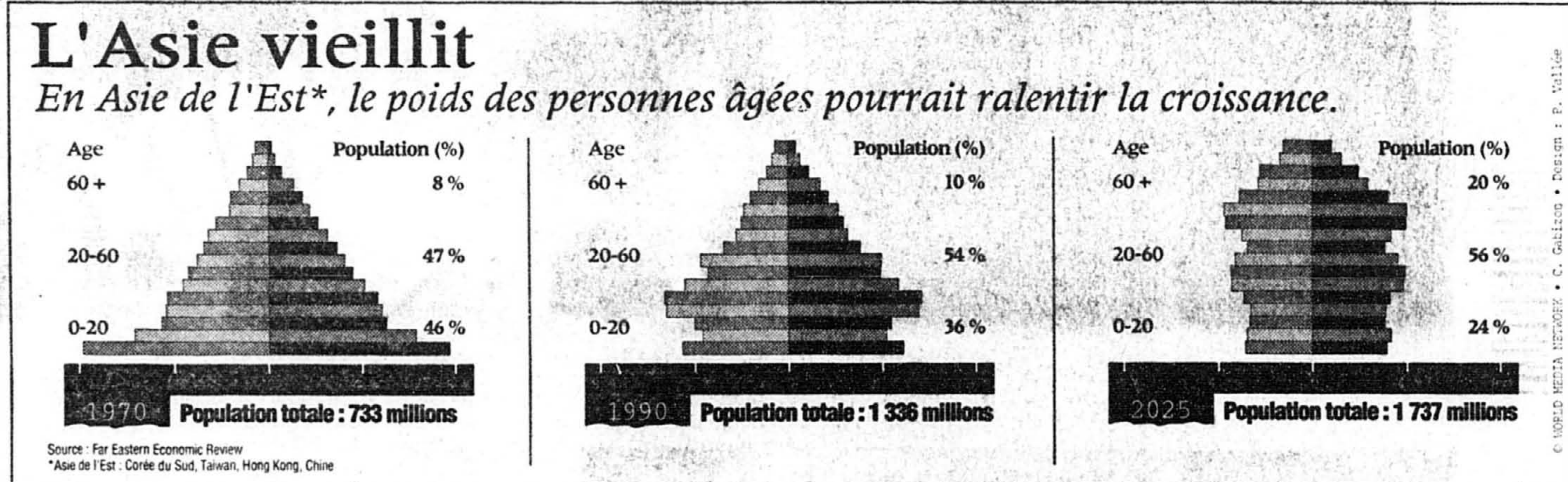
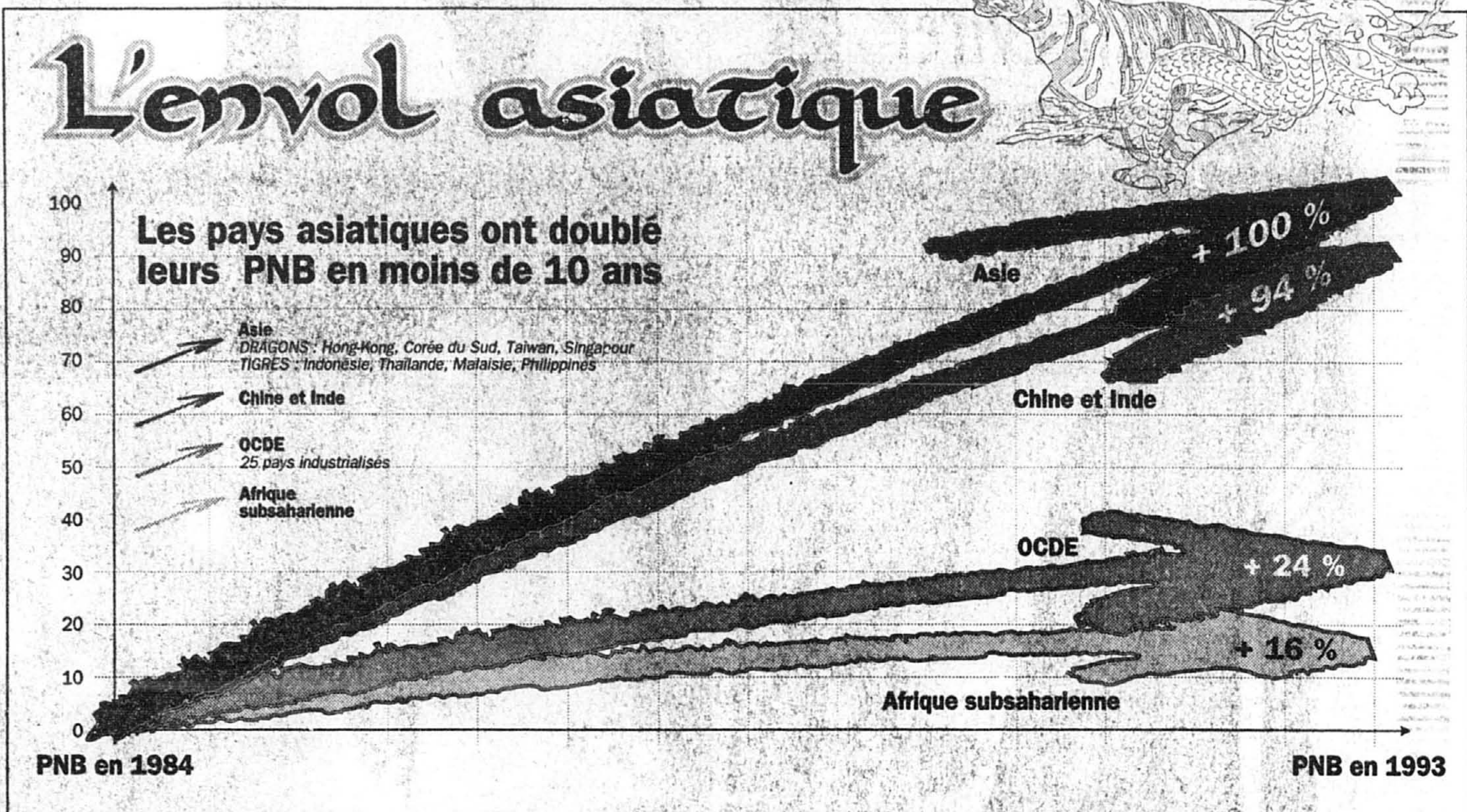
Il existe pourtant des similitudes étonnantes entre les deux lieux et les deux époques. Les nouvelles puissances industrielles asiatiques, tout comme l'URSS des années 1950, ont atteint un taux de croissance rapide en grande partie grâce à une mobilisation extraordinaire de leurs ressources. De la même façon, la progression des pays asiatiques, comme celle de l'Union soviétique du temps de son envol économique, semble davantage due à une mobilisation fantastique de facteurs de production comme le travail et le capital qu'à des gains de productivité.

Prenons le cas de Singapour. Entre 1966 et 1990, l'économie de ce pays a connu un taux de progression remarquable de 8,5 % par an, soit trois fois celui des États-Unis ; le revenu par habitant a augmenté de 6,6 % par an, doublant presque tous les dix ans.

Cette performance représente un véritable miracle économique, fondé, hélas, davantage sur la transpiration que sur l'inspiration : Singapour a en effet progressé grâce à une mobilisation de ses ressources humaines que n'aurait pas dénoncée Stakhanov.

Le pourcentage des actifs dans la population totale s'est envolé, passant de 27 à 57 %. Le niveau d'éducation a par ailleurs progressé de manière extraordinaire.

En 1966, plus de la moitié des travailleurs n'avait suivi aucun en-



seignement classique. En 1990, les deux tiers possédaient un diplôme de second cycle. Enfin et surtout, le pays avait consenti un effort massif : l'investissement, qui représentait jusqu'alors 11 % de la production, a dépassé les 40 %.

Même sans procéder à une comptabilité rigoureuse, ces données montrent clairement que la croissance de Singapour a reposé en grande partie sur une évolution de comportements qui ne se reproduira plus.

Exemples ? Le taux d'activité a presque doublé en une génération.

Ce phénomène ne pourra pas se répéter ; la grande majorité des actifs singapouriens possèdent un diplôme d'études secondaires alors qu'autrefois à peine la moitié des salariés avait reçu une éducation ; mais il est difficile de penser que, d'ici 25 ans, la plupart d'entre eux auront décroché un doctorat.

Dernier point : un niveau d'investissement s'élevant à 40 % de la production constitue, dans tous les cas de figure, un chiffre exceptionnel : il serait ridicule de le voir monter à 70 %. Conclusion : Singapour ne pourra plus atteindre à l'avenir les taux de croissance qu'il vient de connaître.

L'exemple est, il est vrai, extrême. D'autres économies d'Asie du Sud-Est en pleine croissance n'ont pas accru leur population active dans de telles proportions, ni accompli des progrès aussi spectaculaires en matière d'enseignement et d'investissement. La conclusion est toutefois la même : on ne constate aucune amélioration des niveaux de productivité.

La baisse de la croissance au Japon

Qu'en est-il du Japon ?

Tous ceux qui croient fermement que l'avenir de l'économie mondiale se décide dans les pays de la ceinture Pacifique répondent à leurs détracteurs (qui doutent des prévisions de croissance dans les pays de l'Asie de l'Est) en citant l'exemple japonais. Voici en effet un pays qui était pauvre au début et se trouve aujourd'hui être la deuxième puissance industrielle

mondiale. Pourquoi les autres pays du continent asiatique ne pourraient-ils faire de même ?

Deux réponses à cette question.

Tout d'abord, si beaucoup d'auteurs ont parlé de « système asiatique » — dénominateur commun englobant toutes les réussites des pays d'Asie — les statistiques conduisent à des conclusions différentes. En effet, la croissance du Japon dans les années 1950 et 1960 ne ressemble pas au modèle de Singapour des années 1970 et 1980. Le Japon, contrairement aux « tigres » d'Asie du Sud-Est, semble avoir fondé sa croissance sur une forte progression de sa production et de sa productivité. Aucune économie en forte croissance ne semble approcher les niveaux de productivité de l'économie américaine à l'exception du Japon.

Par ailleurs, les performances japonaises ont sans conteste été remarquables, mais l'ère de la croissance miraculeuse est en grande partie révolue. Les livres écrits sur le sujet semblent d'ailleurs souffrir d'un décalage dans le temps, car les auteurs parlent du Japon comme s'il était toujours cette puissance économique en explosion des années 1960 et du début des années 1970.

Or en 1992, le revenu par habitant ne représentait encore que 83 % de celui de l'Américain et la production globale de l'archipel atteignait 42 % seulement de celle des États-Unis. Pourquoi de telles différences ? Parce que la croissance japonaise entre 1973 et 1992 s'est beaucoup ralentie par rapport aux années fastes ; le PIB n'a augmenté que de 3,7 % par an et le PIB par habitant n'a progressé que de 3 % annuellement. Les États-Unis ont également vécu un ralentissement de leur croissance après 1973, sans que le mouvement soit aussi marqué.

Au vu des preuves de plus en plus évidentes de la hausse, même modeste, de la productivité américaine, on peut logiquement conclure que si jamais le niveau de productivité de l'économie japonaise rattrape celui des États-Unis, ce ne sera que très lentement.

Le syndrome chinois

Pour les sceptiques, le cas de la Chine soulève des problèmes beaucoup plus complexes. Même si le pays reste encore très pauvre, sa

population est tellement importante qu'il deviendra nécessairement une puissance économique majeure, même s'il ne réussit à atteindre qu'une infime fraction des niveaux de productivité occidentaux.

La Chine d'ailleurs, contrairement au Japon, affiche ces dernières années des taux de croissance économique impressionnants.

Mais que lui réserve l'avenir ?

Miser sur une explosion de l'économie chinoise est délicat à la fois pour des raisons pratiques et philosophiques.

Sur un plan pratique d'abord, nous savons que l'économie de la Chine progresse très rapidement, mais on ne peut accorder une grande confiance à la qualité de ses indicateurs économiques.

On a récemment appris, par exemple, que les données officielles publiées par la Chine sur l'investissement étranger amplifiaient la réalité d'un facteur de un à six. La raison d'une telle distorsion ? Le gouvernement chinois offre aux investisseurs étrangers des avantages fiscaux et des dérogations, incitant ainsi les entrepreneurs locaux à inventer des partenaires étrangers fictifs ou à travailler par l'intermédiaire de couvertures étrangères. Cette anecdote n'incite pas à faire confiance aux chiffres qui émanent de cet environnement dynamique, mais terriblement corrompu.

« Philosophiquement », quand on mise sur un boom de l'économie chinoise, on se heurte au problème du choix de l'année de repère. Si l'on mesure la croissance de la Chine depuis la date où elle s'est tournée vers le marché de façon décisive, disons en 1978, on ne peut nier que la productivité s'est améliorée de manière spectaculaire et que les facteurs de production ont rapidement augmenté.

Mais ce redressement majeur de la productivité chinoise n'est pas étonnant lorsqu'on se souvient de l'état de délabrement dans lequel se trouvait le pays durant les dernières années du règne de Mao.

En revanche, si l'on prend comme base de comparaison la période précédant la Révolution culturelle, vers 1964, la situation ressemble alors davantage à celle des « tigres » du Sud-Est asiatique : une progression modeste du niveau de productivité, l'essentiel de la croissance étant attribuable à l'augmentation des facteurs de production.

Le mystère qui n'en était pas un

La croissance extraordinaire des nouvelles puissances industrielles d'Asie de l'Est ont fortement influencé les conceptions économiques et géopolitiques traditionnelles.

On affirmait jusqu'ici que le succès de ces pays démontrait l'inadaptation de notre politique traditionnelle de laisser-faire ; c'était une preuve de l'efficacité des politiques industrielles sophistiquées et des mesures protectionnistes.

Des auteurs comme James Fallow déclaraient que ce continent avait élaboré un « système asiatique », dont nous ignorions les leçons à nos risques et périls.

Mais les nouvelles puissances industrielles de la ceinture du Pacifique, qui ont su mobiliser leurs ressources, ont reçu une récompense qui est, ni plus ni moins, celle que nous enseignent la théorie économique primaire la plus banale.

En effet, la croissance des pays asiatiques cache un secret, il s'agit tout simplement de la capacité à différer la récompense, de la volonté de sacrifier la satisfaction présente à un gain futur.

Voici une réponse difficile à accepter, surtout pour les conseillers politiques américains qui reculent devant la tâche consistant à réduire les déficits et à augmenter le taux d'épargne des États-Unis.

Mais si l'économie est une science triste, ne n'est pas la faute des économistes : c'est simplement parce qu'en définitive, il faut nous soumettre à la tyrannie des chiffres et à la logique qu'ils expriment.

© WORLD MEDIA NETWORK • C. Gallizon • Design : P. Volle